



Première Année

N° 11

Septembre 1911

Les idées et les faits

DANS le numéro d'août de la *Revue Antimaçonnique*, en rendant compte à cette place de la mutinerie du cuirassé *Numancia*, nous ajoutions qu'il existait dans la flotte espagnole « un complot révolutionnaire étendu, formé en vue d'une tentative mieux concertée », lequel éclaterait sans doute à une échéance prochaine. Mais nous ne pensions pas que les événements nous donneraient si promptement raison. En effet, le 5 septembre, les incidents du *Numancia* se renouvelaient sur un autre navire de guerre espagnol, le croiseur *Reina-Regente*, mais dans des conditions qui en aggravaient singulièrement la portée.

Ce jour-là le yacht royal *Giralda*, ayant à son bord S. M. Alphonse XIII, excursionnait dans le golfe de Biscaye. Le *Reina-Regente* était désigné pour le convoyer. Au large de Bilbao, une vive agitation se manifesta à bord du croiseur : une révolte venait d'éclater parmi les matelots, aux cris de « Vive la République ! » Grâce à l'énergie des officiers et à l'attitude loyaliste de la majeure partie de l'équipage, l'échauffourée fut de courte durée, et les mutins purent être mis aux fers. Mais l'alerte avait été chaude, et l'on comprend sans peine quelles auraient pu être les conséquences d'une victoire des rebelles : le *Reina-Regente*, tombé entre leurs mains, aurait tenu sous ses canons le yacht royal, le roi d'Espagne était prisonnier des rebelles, et cela à l'heure même où l'on préparait dans toute la Péninsule une grève générale qui dure encore à l'heure où nous écrivons.

Comme on le voit, nous n'avions pas tort de dire que « la Franc-Maçonnerie est à l'œuvre dans la flotte espagnole et prépare les écroulements de demain ». Cette fois encore la tentative insurrectionnelle a échoué, cette fois encore les conseils de guerre feront prompte justice des pauvres diables que les excitations maçonniques ont poussés à ce coup d'audace. Mais ni le journal militaire *Ejercito y Armada* (auquel nous empruntons le récit de ces faits), ni le reste de la presse espagnole qui les a commentés, ne nous annoncent qu'on songe à atteindre les vrais coupables : ceux qui peuplent les Loges de la péninsule.

Le péril qui menace l'Espagne catholique et monarchique est cependant pressant. Ce n'est pas seulement la flotte qui est travaillée : l'armée de terre est soumise, elle aussi, à une propagande savante, calquée sur celle qui a si bien réussi en Portugal. Si le corps d'officiers, pris dans son ensemble, est plus loyaliste qu'il ne l'était dans le royaume de Manoël II, beaucoup de généraux espagnols font partie des Loges maçonniques, et, dans presque tous les régiments, les sous-officiers sont travaillés par les révolutionnaires locaux. Récemment, à Séville, à la suite d'une démonstration républicaine, vingt-deux sous-officiers ont dû être arrêtés le même jour. De tels faits sont significatifs : vienne une agitation sérieuse, et l'on verra certains grands chefs faire preuve d'une inertie calculée, comme les FF. généraux Botelho et Carvalhal à Lisbonne, l'an dernier ; pendant ce temps, la désertion des sous-officiers disloquera les régiments.

Nous ne saurions trop le répéter : le salut pour l'Espagne ne saurait être que dans l'adoption d'une politique vigoureusement antimaçonnique. Il existe contre les Loges, de l'autre côté des Pyrénées, des lois prohibitives qui n'ont jamais été abrogées : qu'Alphonse XIII fasse l'effort de les appliquer, qu'il prenne la Franc-Maçonnerie ibérique dans un vaste coup de filet, et son trône sera immédiatement raffermi. Mais le souverain espagnol a pour son ministre, M. Canalejas, la même prédilection que jadis Manoël II pour M. Texeira de Souza ; et M. Canalejas distrait le roi du péril qui menace sa couronne en l'engageant dans l'aventure marocaine, où il ébréchera ses régiments les plus sûrs, tandis que la grève générale met l'Espagne en feu. La Maçonnerie peut tirer des batteries d'allégresse...

Elle ne se gêne d'ailleurs pas pour le faire, comme en témoigne l'ordre du jour suivant (reproduit par la *Correspondance de Rome* du 25 août) :

« Adresse de la Grande Loge CATALANA-BALEAR à S. E. don José Canalejas.

« Les Loges maçonniques, refuge de toutes les libertés et des idées progressives qui travaillent à resserrer les liens fraternels entre tous les peuples sans distinction de race et de couleur, vous admirent et vous applaudissent...

« Nous vous engageons à continuer le chemin déjà pris sans redouter les conséquences de la lutte, et la victoire de la liberté sera certaine. La Grande Loge *Catalana-Balear*, au nom de toutes les Puissances maçonniques du monde, vous offre l'influence immense et universelle de leur organisation indestructible. »

Cet ordre du jour de félicitations, adressé par l'organisation révolutionnaire par excellence au ministre du Roi Catholique, ouvrira-t-il les yeux de ce dernier ?... Nous n'osons pas l'espérer. Et cependant, il est dangereux pour Alphonse XIII d'attendre encore, si peu que ce soit.

Comment ne voit-il pas que la puissance maçonnique qui félicite son premier ministre est la même que celle-là même qui travaille à ruiner son trône ? Cette Grande Loge *Catalana-Balear*, c'est celle que le F.º Ferrer représentait auprès du Grand Orient de France ; c'est celle qui lui fournit les moyens d'organiser l'Ecole Moderne, le centre anarchiste où fut préparé l'attentat de la Calle Mayor ; c'est celle qui procura le noyau dirigeant de la « Solidarité ouvrière », l'association révolutionnaire qui mit Barcelone à feu et à sang en octobre 1909.

S'est-elle amendée depuis lors ?... Nullement ! Car le comité insurrectionnel qui, sous le nom « Confédération du Travail », vient de provoquer des émeutes sanglantes de Valence à Bilbao est composé des anciens membres de la « Solidarité ouvrière », des amis du F.º Ferrer, au premier rang desquels le F.º Pablo Iglesias, un des membres les plus influents de la Grande Loge *Catalana-Balear*. En sorte que le premier ministre d'Alphonse XIII est publiquement félicité par ceux-là mêmes qu'il aurait le devoir de faire incarcérer comme conspirateurs.

Jusques à quand durera cette triste comédie ?

A l'autre bout de l'Europe, les sociétés secrètes maçonniques et juives viennent de frapper un coup terrible : M. Stolypine, le premier ministre de Russie, l'homme dont l'énergie éclairée avait réussi à endiguer le courant révolutionnaire, a été blessé d'un coup de revolver au théâtre Kieff, à quelques pas du tsar. Bien que sa blessure n'ait, d'abord, pas paru mortelle, il succombait quelques jours plus tard, soit que la balle ait été empoisonnée, soit que des complications naturelles aient surgi. C'est une perte immense, non seulement pour son pays, mais encore pour la cause de l'ordre en général ; et si la victime a eu la consolation de mourir en pleine gloire, entourée de l'affection émue de son souverain et de tout un peuple, on ne peut s'empêcher de concevoir quelque inquiétude sur la manière dont elle sera remplacée.

Cet attentat n'était pas le premier dirigé contre M. Stolypine : il y a quelques années, un émissaire du « Bond Israélite » (société

secrète révolutionnaire juive) essaya de le faire sauter à son domicile privé de Saint-Pétersbourg. Il ne réussit qu'à blesser très grièvement les deux enfants du premier ministre. Cette fois encore, l'assassin est un juif, du nom de Bogroff, avocat à Kieff. Son histoire est bien faite pour mettre en garde contre ces conversions subites d'adversaires de nos idées que la bienveillance imprudente des antimaçons est toujours disposée à accueillir.

Bogroff, en effet, fils de juif converti à l'orthodoxie, appartenait aux milieux maçonniques et révolutionnaires russes. Il affecta, un jour, de s'en séparer et vint offrir son concours au gouvernement : on pensa ne pouvoir mieux l'employer qu'à combattre ses anciens compagnons de conspiration, et on l'attacha au service de l'okhrana (police politique). Pendant plusieurs années, il joua parfaitement son rôle et gagna la confiance de tous. C'est ce qui lui permit d'être admis, l'autre jour, dans l'assistance triée qui entourait le tsar et M. Stolypine, et de commettre son crime à coup sûr. Il n'a pas fait difficulté, ensuite, pour avouer que son apparente conversion, comme son crime, lui avaient été dictés par le « Bond Israélite », auquel il ne causa jamais, comme policier, que des dommages consentis d'avance par l'organisation révolutionnaire. Comme jadis Azeff, Bogroff est, en somme, une édition russe de Léo Taxil : un Léo Taxil aux mains sanglantes.

La question la plus grave soulevée par l'attentat de Kieff est certainement celle des événements dont il est le signe avant-coureur. Ce serait une erreur, en effet, de croire que la Révolution frappe au hasard ses victimes : en 1904, quand une bombe, sortie elle aussi du laboratoire du « Bond Israélite », déchiqueta M. de Plehwe, le premier ministre d'alors, c'est qu'on voulait faire place nette d'un homme dont l'énergie était connue et qui aurait pu tenir tête aux tentatives révolutionnaires qui allaient se succéder pendant trois ans. M. de Plehwe disparu, ce fut l'orgie des bombes, des prises d'armes populaires et des mutineries de troupes qui commença. Cette fois, c'est M. Stolypine qui est frappé, en plein calme apparent : ou nous nous trompons fort, ou l'année ne s'achèvera point sans que de violentes entreprises révolutionnaires aient lieu en Russie. A nos amis russes de veiller !

Le 8 septembre, à Saint-Pétersbourg, un conseil de guerre condamnait aux travaux forcés le capitaine d'état-major Postnikoff, convaincu de livraison de secrets militaires à l'Allemagne, à l'Autriche et au Japon. Il n'y aurait là qu'un épisode de trahison assez banal, n'était cette particularité révélée au procès que l'accusé, pour faciliter son commerce de documents à l'étranger, avait créé en Russie un mouvement Espérantiste important, dont il était le président. Sous le couvert de la propagande en faveur de la « langue universelle »

selle » s'effectuaient les voyages à Berlin et à Vienne et avaient lieu les correspondances en langage convenu, qui, autrement, n'auraient pu passer inaperçues.

Ce n'est pas la première fois que l'Espéranto se révèle comme servant de couverture aux trames les plus suspectes. Cette création d'un juif, le docteur Zamenhoff, a été, il y a quelques années, largement employée par les révolutionnaires russes, et elle reçoit dans tous les pays les encouragements non équivoques de la Franc-Maçonnerie et des sectes similaires. Ce sont surtout les Théosophes qui se prodiguent en faveur de l'Espéranto et lui font une propagande acharnée dans toutes les parties du monde où sont établies les 500 Loges de leur association : au cours du Congrès Espérantiste qui a eu lieu à Anvers, le mois dernier, ils ont véritablement conduit les travaux, tantôt délibérant à part sur les motions à faire adopter, tantôt se mêlant aux congressistes pour agir sur eux. On conçoit que cette hégémonie des fidèles de M^{me} Blavatsky et de M^{me} Besant nous rassure médiocrement sur les tendances espérantistes.

Nous n'en déplorons que davantage le concours que beaucoup de nos amis accordent à un mouvement aussi suspect. Il est vrai que l'exemple vient de haut : ce Congrès d'Anvers, qui a permis de constater les progrès du mouvement espérantiste dans le monde, n'a-t-il pas été l'objet de mesures de bienveillance exceptionnelle de la part du gouvernement belge, qui est pourtant un gouvernement catholique ? Et, au début de ses travaux, un représentant du roi d'Espagne n'est-il pas venu remettre au docteur Zamenhoff les insignes de l'ordre de Charles III ? Il est impossible de collaborer plus imprudemment à l'œuvre de l'adversaire.

Puisque le besoin d'une langue universelle se fait, paraît-il, sentir, pourquoi ne pas revenir tout simplement à celle qui fut, pendant des siècles, la langue des savants du monde entier ?... Le latin occupe encore une place considérable dans l'enseignement de toutes les nations civilisées ; il a plus ou moins concouru à la formation de tous les dialectes occidentaux ; son bagage littéraire est incomparable ; et il y aurait peu de chose à faire pour lui assurer une prononciation uniforme et compléter son vocabulaire en vue de l'expression des idées modernes.

Est-ce parce que le latin est la langue de l'Église que son utilisation comme langue universelle n'est pas envisagée ?

L'heure est aux congrès maçonniques. Après celui de l'Espéranto, qui s'est tenu à Anvers au milieu d'août, et dont nous parlons plus haut, voici que s'ouvre à Rome un Convent maçonnique international, dont l'importance paraît devoir être exceptionnelle. Presque toutes les Puissances maçonniques du monde entier y seront repré-

sentées, sinon officiellement, au moins officieusement ; et la personnalité révolutionnaire avancée de beaucoup de délégués donne à cette assemblée un caractère inquiétant, qui fait songer aux mystérieux conciliabules internationaux tenus par la Franc-Maçonnerie avant la Révolution française.

Le personnage le plus en vue du Convent de Rome sera le fils de Mazzini, le demi-juif Nathan ; et l'on remarquera dans l'assistance les physionomies inquiétantes du juif Emmanuel Carasso, de Saloni que, le metteur en scène de la Révolution turque, et du F.º. Magalhaës-Lima, l'artisan le plus actif de la Révolution portugaise. L'ombre du F.º. Ferrer planera sur les délibérations. Quel nouveau bouleversement va sortir des travaux de ce Sanhédrin d'incendiaires, qui a choisi pour s'assembler — double défi au Saint-Siège — la Ville de Rome et la date du 20 septembre, anniversaire de la chute du pouvoir temporel des Papes ?...

Le 15 septembre devait s'ouvrir, à Gênes, le Congrès européen de la Société Théosophique, et la présidence de cette Assemblée était le prétexte apparent du voyage de M^{me} Annie Besant dans nos régions. Nous apprenons qu'au dernier moment le Congrès Théosophique a été contremandé, pour des raisons qui ne sont pas clairement indiquées, mais que nous connaîtrons sans doute bientôt.

Ce Congrès de Gênes devait servir de cadre à la présentation solennelle par M^{me} Annie Besant d'un personnage mystérieux, Krishnamourti, dit aussi Alcyone, jeune éphète indou, âgé de seize ans, que la présidente des Théosophes entend faire passer pour le Christ réincarné, et qui doit, dans quelques années, commencer sa prédication parmi les nations. Cet Antechrist serait-il devenu tout à coup indisponible ? C'est chose possible. Le fait certain est que le Congrès de Gênes a été supprimé et que le saint Jean-Baptiste femelle de ce faux Messie va rentrer directement aux Indes.

Nous saurons bientôt quel est l'événement imprévu qui s'est produit dans le camp théosophique et a motivé ce changement des dispositions prises. En attendant, nos lecteurs trouveront plus loin le commencement d'une étude de Flavien Brenier sur cette secte théosophique qui compte parmi les ennemis les plus dangereux de la religion et de la civilisation chrétiennes.

Rite Ecossais et Grand Orient de France tiennent leurs Convents annuels et vont fixer souverainement le programme législatif que notre Parlement maçonné feindra ensuite de discuter pendant les sessions prochaines. Nous rendrons compte de ces Convents dans notre prochain numéro.

Au nombre des propositions qui sont soumises au Grand Orient de France figure la Revision de la Constitution, qui est préconisée par le F.:. Lucien Victor-Meunier. Voici un abrégé de son projet :

1^o PARTIE ADMINISTRATIVE :

- A. Décentralisation et simplification administrative ;
- B. Suppression du département, de l'arrondissement et du canton ;
- C. Division de la France en vingt-cinq régions ;
- D. Elargissement de la commune aux limites du canton.

2^o PARTIE POLITIQUE :

- A. Revision de la Constitution de 1875 :
- B. Unité du pouvoir législatif. Une seule Assemblée composée de quatre cent cinquante ou cinq cents représentants au plus, élus par le suffrage universel au scrutin de liste, par régions, renouvelables partiellement par tiers ; le vote par correspondance étant organisé ;
Suppression de la présidence de la République ; le président de l'Assemblée ayant fonction de représenter la France devant l'étranger ;
- C. Suppression du Conseil d'Etat.

Comme il est aisément de s'en rendre compte par la simple lecture, les mots de décentralisation et de simplification administrative, les promesses de suppression des départements et de retour aux provinces, ne figurent dans ce projet qu'en raison de la popularité croissante des idées régionalistes. On espère ainsi que cette popularité rejoindra sur le plan maçonnique tout entier. Quant à l'idée essentielle de celui-ci, c'est le retour à une Assemblée unique, souveraine de la vie et des biens des Français, c'est-à-dire au système de la Convention. La Franc-Maçonnerie estime, sans doute, que son œuvre est assez avancée en France pour qu'on puisse en revenir au régime qui permit la Terreur.

Qu'on ne s'imagine pas que le projet du F.:. Lucien Victor-Meunier n'est que le reflet de vues personnelles : il a déjà une histoire et a fait son chemin dans les milieux maçonniques. Adopté d'abord en 1909 par une Loge, pris en considération par le Congrès des Loges du Sud-Ouest tenu à Angoulême en mai 1910, le projet fut présenté au Convent de la même année, qui en ordonna le renvoi à l'étude de toutes les Loges de l'obédience. Parmi les avis favorables émis depuis lors, notons celui des Loges du Sud-Ouest, qui, au Congrès de Bordeaux, en avril 1911, ont définitivement approuvé la motion. C'est donc avec des chances sérieuses d'être adopté que le projet revient au Convent de 1911.

Nous aurons l'occasion d'en reparler.

FRANÇOIS SAINT-CHRISTO.





Une Franc-Maçonnerie nouvelle : la Théosophie

LA question des origines de la Franc-Maçonnerie a soulevé et soulèvera encore de nombreuses controverses : des livres ont été écrits pour lui donner une solution, sans qu'une lumière définitive ait pu être projetée sur ce sujet troublant. C'est que les écrivains de talent qui ont abordé cette matière (qu'ils s'appellent le P. de Barruel, Eckert, le P. Deschamps, dom Benoît, Claudio Jannet, Gougenot des Mousseaux, Mgr Meurin ou Mgr Delassus) ont manqué, pour édifier leurs thèses, d'un témoignage contemporain de la fondation de la secte maçonnique. Réduits à étudier des faits postérieurs à cette fondation, à raisonner sur des indices souvent contradictoires, ils ont réussi à dissiper bien des obscurités et à établir sur l'origine de la Franc-Maçonnerie un ensemble de probabilités : ils ne pouvaient raisonnablement faire plus.

Notre désir, en commençant cette étude, est précisément d'éviter aux antimaçons de l'avenir un pareil embarras, en formulant, pendant qu'il en est temps, des précisions indiscutables sur les débuts de la Théosophie, — secte née d'hier, mais dont les progrès sont si rapides qu'elle semble devoir se classer bientôt au premier rang parmi les ennemis de la

religion et de la civilisation chrétiennes. Plus tard, les faits que nous nous proposons de rapporter seront couverts par la brume du temps, les sources auxquelles nous allons puiser seront oubliées ou disparues, et la légende, toute de mysticisme et de vénération, qui commence à s'élaborer dans les milieux théosophiques sur les origines de la secte et sur ses fondateurs, aura remplacé l'Histoire, l'Histoire impartiale et ironique. Il n'est que temps de fixer cette dernière, si nous voulons qu'un jour ceux qui continueront notre œuvre puissent répondre par le rappel de la vérité aux mensonges des Théosophes.

Qu'on ne soit donc pas surpris si, au cours du présent ouvrage, nous entrons dans bien des détails matériels, et qu'on ne nous accuse pas de cruauté si nous soulignons les caractères sans noblesse des fondateurs de la Théosophie. Nos préférences personnelles nous portent à la critique des idées plutôt qu'à celle des individus ; mais, dans le cas présent, les Théosophes eux-mêmes nous ont fixé notre devoir : en s'efforçant de diviniser ceux qui forgèrent leur secte, ils nous obligent à étaler leur indiscutable humanité — et quelle humanité !

D'ailleurs, la conviction où nous sommes que la Théosophie est un des grands périls qui menacent l'Église du Christ et la société chrétienne n'enlèvera rien à notre impartialité. Nous nous interdirons toute accusation dont il ne nous sera pas possible d'administrer la preuve suffisante. Et nous ne demanderons qu'à des pièces authentiques, le plus souvent aux écrits des chefs Théosophes eux-mêmes, la démonstration de leurs impostures ou de leur absurdité.

I

LES DÉBUTS DE M^{me} BLAVATSKY.

Celle qui devait être la fondatrice de la Théosophie, Hélène Hahn, naquit en 1831. Elle était fille d'un officier supérieur russe, le colonel Pierre Hahn, et d'Hélène Fadéeff, tous deux de bonne noblesse. Les Hahn von Rottenstein-

Hahn étaient originaires du Mecklembourg et fixés en Russie depuis quelques générations ; l'un d'entre eux, le grand-père de l'enfant qui venait de naître, avait été lieutenant général (général de division) au service de la Russie. Du côté maternel, Hélène Hahn était de souche plus illustre encore : sa mère était la fille d'André Fadéeff, conseiller privé du tsar, et de la princesse Hélène Dolgorouki ; or, on sait que les princes Dolgorouki sont les descendants de Rourik, le fondateur de la monarchie russe. C'est dans ce milieu aristocratique que devait grandir une des plus farouches révolutionnaires des temps modernes (1).

De bonne heure, la jeune Hélène se fit remarquer par un caractère intraitable. Les témoignages de ceux qui l'approchèrent alors montrent en elle « une élève indocile, terreur de ses gouvernantes, désespoir de ses parents, en rébellion ouverte et passionnée contre toute contrainte (2) » ; et sa tante maternelle, M^{me} Nadejka Fadéeff, qui l'aimait passionnément et lui conserva son indulgence toute sa vie, convient « qu'elle avait montré dès sa jeunesse ce tempérament excitable qui resta une de ses plus grandes caractéristiques. Même alors, elle était sujette à des accès de violence indomptable et rebelle à toute espèce d'autorité et de surveillance. La moindre contradiction amenait chez elle une crise de colère et même des convulsions (3) ». On aura une idée de l'indépendance de cette nature précocement révoltée quand on saura qu'il fut impossible de donner à Hélène Hahn, malgré sa très vive intelligence, une instruction régulière, et que, en dépit des efforts de ses parents, elle contracta dès l'âge de 15 ans l'habitude de jurer effroyablement, à tout propos, qu'elle conserva ensuite toute sa vie (4).

(1) Celle qui devait être M^{me} Blavatsky se souvint toujours de cette origine. Son collaborateur le colonel Olcott affirme qu'elle resta fière de sa race, même lorsqu'elle était le plus emportée dans le courant démocratique. De telles contradictions sont fréquentes chez les révolutionnaires, et il en existe des exemples bien connus. Sur la parenté d'Hélène Hahn, voir une lettre du major général Rostilaw-Fadéeff, secrétaire du comte Ignatieff, ministre de l'Intérieur, Pétersbourg, 18-30 septembre 1881.

(2) Olcott, *Histoire authentique de la Société Théosophique*, I, p. 217.

(3) Lettre de M^{me} Nadejka Andréïewna Fadéeff, à M. Sinnett, à Simla (Indes anglaises) ; Odessa, 8-20 mai 1877.

(4) Elle jurait « à scandaliser un troupier », avoue le colonel Olcott, qui cherche à expliquer cette particularité par l'incarnation momentanée d'esprits masculins dans le corps de M^{me} Blavatsky.

Les jurons d'Hélène Hahn ne devaient pas être la faute la plus grave de sa jeunesse. Elle était loin d'être jolie, et convient elle-même, dans une lettre, avoir acquis « une vilaine tournure, des manières d'ours et des habitudes masculines » ; malgré cela, elle ne laissa pas de rencontrer certaines tentations et ne sut pas y résister. La matière est délicate à traiter ; mais il est difficile de discuter le témoignage de l'intéressée elle-même, qui a raconté ses défaillances dans des lettres adressées à un de ses correspondants russes, lequel a eu l'indiscrétion de les publier après sa mort, en 1892, sous le titre : *Une prêtresse moderne d'Isis*. Le colonel Olcott, ne pouvant contester l'authenticité de ces lettres, et ne voulant pas admettre la vérité de ce qu'elles racontent, en est réduit à supposer que les aveux qui s'y trouvent furent « une pure bravade » de la part de sa collègue en Théosophie (1).

Légitimement inquiets, les parents d'Hélène Hahn n'eurent plus qu'une idée : celle de la marier au plus vite. Et ce désir de la voir sous la garde d'un mari leur fit choisir le premier prétendant qui s'offrit, bien que son âge ne fût guère en rapport avec celui d'une jeune fille de 17 ans. C'était un septuagénaire, le général Nicéphore Blavatsky, sous-gouverneur de la province d'Eriwan, dans le Caucase. Le mariage bâclé, et les époux partis pour leur résidence caucasienne, l'infortuné général ne tarda pas à être épouvanté par la liberté de langage et d'allures de sa femme. Il essaya de lui imposer plus de retenue ; et, comme bien on pense, il échoua là où avait échoué avant lui la contrainte familiale. A la première remontrance de sa part, M^{me} Blavatsky entra en fureur et s'enfuit du domicile conjugal (2). Elle ne devait plus y rentrer ; et le vieillard dont elle portait le nom depuis trois mois à peine acheva, peu après, de la libérer par sa mort.

On était alors en 1848. M^{me} Blavatsky, après son équipée extra-conjugale, ne pouvait guère songer à rentrer dans sa famille ; elle n'en avait d'ailleurs pas la moindre envie. L'héritage de sa grand'mère venait de lui échoir et l'enrichissait de 80.000 roubles (213.000 francs) ; c'était l'indépendance, au moins momentanée ; la fugitive entendait bien en jouir. Elle résolut de voyager et partit avec une autre excentrique, dont la fréquentation n'était pas faite pour améliorer son propre

(1) Olcott, *Hist. S. T.*, I, p. 16.

(2) Voir : Olcott, *Hist. S. T.* ; Annie Besant, *les Maîtres de la Sagesse* ; etc.

caractère : la comtesse Kiseleff. Toutes deux quittèrent la Russie pour Constantinople, puis pour Athènes ; elles visiterent la Grèce, passèrent de là à Smyrne et se lancèrent dans une pérégrination à dos de chameau à travers l'Asie Mineure. A Smyrne, les deux voyageuses avaient fait la connaissance d'un Copte, Paulos Métamon, moitié prestidigitateur et moitié mage, qui débitait des oracles, vendait des horoscopes et faisait des tours. Charmées de ses talents, elles l'emmenèrent dans leur randonnée. Ce fut le premier contact de M^{me} Blavatsky avec le merveilleux (1).

Le voyage fut long et coupé de stations pendant lesquelles M^{me} Blavatsky dissipait joyeusement l'héritage de sa grand-mère. Après Constantinople, la Grèce et l'Asie Mineure, ce fut l'Egypte qui reçut la visite de la caravane errante. De temps en temps, le magicien copte égayait une halte par quelques tours de son métier, comme la nuit où il évoqua, en plein désert, devant les débris d'un tombeau en ruines, l'ombre du grand prêtre d'une religion disparue. A Alep, à Damas, au Caire, à Alexandrie, ces plaisirs de la solitude étaient remplacés par de folles équipées. Désireuse de passer pour quelque princesse des Mille et Une Nuits, M^{me} Blavatsky s'était composé un costume extravagant ; elle ruisselait de bijoux, ayant aux mains jusqu'à quinze bagues, et se faisait suivre d'un dogue énorme, qu'elle tenait en laisse au moyen d'une lourde chaîne d'or.

Comme on le pense bien, à pareil jeu, ses ressources ne

(1) Ce Paulos Métamon paraît avoir surtout affectionné la suggestion mentale, alors assez peu connue scientifiquement. Voir à ce sujet, Olcott, *Hist. S. T.*, p. 412 : « Elle voyageait dans le désert, et, au campement du soir, elle « exprima un désir ardent d'avoir une tasse de bon café au lait à la française. « *Mais certainement, puisque vous en avez si grande envie*, dit son guide protecteur. Il s'en fut vers le chameau qui portait les bagages, prit de l'eau « dans l'autre et revint bientôt, apportant une tasse de café, brûlant et parfumé, mélangé de lait. H. P. B. (initiales de Hélène Petrowna Blavatsky), « qui connaissait son compagnon pour un grand adepte, muni de pouvoirs très étendus, pensa bien que c'était un phénomène. Elle le remercia avec chaleur, but le café et, ravie, déclara qu'elle n'en avait jamais goûté de meilleur au Café de Paris. Le magicien s'inclina pour toute réponse et attendit qu'elle lui rendit la tasse. H. P. B. buvait à petites gorgées le breuvage fumant tout en bavardant gaîment. Mais qu'est ceci ? Plus de café, rien que de l'eau dans la tasse ! Il n'y avait jamais eu autre chose : elle avait bu et senti l'illusion du moka brûlant et parfumé... » L'expérience, qui pouvait alors passer pour miraculeuse, est aujourd'hui bien connue du monde scientifique.

tardèrent pas à s'épuiser. Elle dut se séparer peu à peu des joyeux compagnons qui l'avaient égayée et du décor rutilant dont elle amusait les badauds. On perd tout à fait sa trace à partir de 1851. Sa famille, à laquelle elle ne devait pas donner signe de vie pendant dix années, renonça à savoir ce qu'elle devenait. Sans doute, se trouvant sans ressources, songea-t-elle à revoir l'Angleterre, pays qu'elle avait visité avec son père à l'âge de 16 ans et dont elle comprenait un peu la langue. C'est là qu'on la retrouve en effet, en 1853, vivant obscurément dans un coin de Londres, et subsistant à l'aide de quelques leçons de piano (1).

Cette année-là se produisit un événement qui devait avoir des conséquences considérables dans l'existence de M^{me} Blavatsky : le souverain du Népal (puissant État Indou, qui formait un tampon entre les terres de la Compagnie des Indes et le Thibet, et qui, depuis, est devenu tributaire de la Couronne d'Angleterre) envoya une ambassade solennelle à la reine Victoria. Cette ambassade ne comportait pas seulement une suite nombreuse et de riches présents, mais encore un étalage de somptuosités orientales sans précédent. Aussi la sensation fut-elle vive dans le Royaume-Uni, où l'Inde était loin d'être aussi connue alors qu'elle l'est à notre époque : on vint de fort loin pour contempler l'ambassade, et l'admiration ne fut pas moindre pour les Indous, véritables statues de bronze, qui la composaient, que pour l'attirail chatoyant dont ils se paraient (2). M^{me} Blavatsky fut-elle intéressée, elle aussi, par ce spectacle nouveau ?... Nous avons tout lieu de le croire.

(1) Les chefs actuels de la Société Théosophique placent en 1851 une première tentative de M^{me} Blavatsky pour pénétrer dans le Thibet, où elle aurait voulu, disent-ils, s'assimiler la doctrine secrète dont elle pressentait l'existence. Ce voyage est imaginaire, comme d'ailleurs celui de 1853, également dans le Thibet. M^{me} Annie Besant, qui donne l'itinéraire de ces deux voyages, dit l'avoir trouvé dans ses papiers « d'une écriture que je ne reconnaiss pas, et « sans signature. Je le donne pour ce qu'il vaut » (*les Maîtres de la Sagesse*). Cette formule prudente est très justifiée : M^{me} Blavatsky, en effet, au témoignage du colonel Olcott lui-même, avait dissipé en deux ans la totalité de ses ressources, et eût été fort empêchée aux dates indiquées d'entreprendre une pareille expédition.

(2) Nous avons vu récemment quelque chose de semblable à propos du couronnement de Georges V à Londres. L'enthousiasme des Londoniens, et surtout des Londoniennes, pour les magnifiques soldats de l'armée des Indes présents au couronnement fut si grand qu'on dut cantonner étroitement ces guerriers trop populaires et interdire au public les abords de leur quartier.

En effet, M^{me} Annie Besant, qui est tout à la fois sa biographe et son successeur à la tête de la Société Théosophique, reconnaît que c'est pendant le séjour à Londres des ambassadeurs du Népal que M^{me} Blavatsky fut favorisée de l'apparition d'un Mahâtma, qui, depuis lors, veilla sur elle et inspira ses actes (1). M^{me} Besant ne nous dit pas si l'apparition fut purement spirituelle, et M^{me} Blavatsky n'est pas moins sobre de détails sur cet événement, tant dans son journal que dans ses autres œuvres. Elle se contente de préciser que la rencontre, entre elle et celui qu'elle appelle « le Maître de ses rêves », eut lieu le soir, près de la Serpentine, petite rivière qui traverse Hyde Park. L'exubérante Russe revit-elle souvent l'apparition chère ? Nous avons tout lieu de croire qu'elle hésita à s'en séparer, car nous retrouvons justement l'année suivante (1854) M^{me} Blavatsky au Népal, ainsi qu'il résulte du témoignage du général (alors capitaine) Murray, qui reçut sa visite dans le poste qu'il commandait à la frontière et lui donna l'hospitalité pendant un mois (2).

On sait peu de chose sur ce voyage aux Indes, — le seul dont M^{me} Blavatsky n'aït rien dit, alors qu'elle en inventait d'imaginaires au Thibet, avant et après cette date. Sans doute son humeur instable fit-elle encore des siennes au

(1) Nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur les Mahâtmâs, qui forment la clef de voûte de la doctrine théosophique. Au dire des auteurs de la secte, ce sont des adeptes de l'Occultisme que sont parvenus, par l'étude et certains exercices magiques, à s'élever fort au-dessus de la condition humaine. Ils habitent certaines régions inaccessibles du Thibet (le Thibet, encore peu connu aujourd'hui, était complètement inexploré à l'époque où M^{me} Blavatsky inventa les Mahâtmâs), et se cachent à tous les regards. Mais eux-mêmes suivent avec attention la marche de l'Humanité et interviennent constamment dans son existence. Ils ont, en effet, la connaissance personnelle et immédiate de ce qui s'accomplit dans le monde entier, et, quand ils le jugeant à propos, ils se manifestent instantanément sur un point quelconque du globe, soit en apparaissant en personne, soit en envoyant simplement leur esprit s'incarner dans le corps d'un simple mortel, dont la personnalité s'abîme devant celle du Mahâtma. Les Théosophes attribuent une valeur inspirée aux actes et aux écrits de M^{me} Blavatsky parce qu'ils admettent que son corps fut presque constamment l'objet d'incarnations de ce genre de la part de toute une série de Mahâtmâs. Tous les Théosophes ont, d'ailleurs, l'espérance de devenir un jour eux-mêmes Mahâtmâs : pour cela il leur suffit, en effet, d'étudier la Théosophie, d'obéir aveuglément jadis à M^{me} Blavatsky, maintenant à M^{me} Besant, et après elle à ses successeurs ; moyennant quoi, après s'être réincarnés sans trêve pendant une dizaine de siècles, ils iront prendre séance parmi les sages du Thibet.

(2) Olcott, *Hist. S. T.*, p. 255.

Népaul, car, en 1856, elle revient en Angleterre, empruntant cette fois la route de l'Amérique centrale et faisant ainsi le tour du monde. De son expédition lointaine, cette voyageuse de 25 ans rapportait une connaissance superficielle des mœurs et des religions indoues, ainsi que quelque teinture des dialectes du nord de l'Inde. Le tout devait lui être utile plus tard, quand viendrait l'heure de sa grande imposture.

Cette heure n'était pas encore sonnée, et la grande dame bohème continuait à végéter obscurément à Londres, aux prises avec de graves embarras d'argent. Dans les bas fonds sociaux où elle s'égarait, elle rencontrait d'autres déchus appartenant pour la plupart au monde révolutionnaire de tous les pays, lequel trouvait à Londres un asile assuré. C'est là qu'elle se lia avec des carbonari italiens et qu'elle rencontra Mazzini lui-même, alors au faîte de sa puissance, et qui, du logis misérable qu'il occupait dans la capitale anglaise, sapait tous les trônes et tenait suspendus sur tous les souverains les poignards de ses sicaires. Elle dut le connaître assez intimement, car le colonel Olcott nous la montre, vingt-cinq ans plus tard, parlant familièrement du grand conspirateur avec des carbonari rencontrés à New-York. Peut-être faut-il fixer à cette date (1856-1858) l'affiliation de la descendante des Dolgorouki à l'association carbonariste de la *Jeune-Europe*, dont elle était certainement membre huit ans plus tard.

Entre temps, pour se distraire, M^{me} Blavatsky fréquentait les cercles spirites, qui commençaient à faire fureur en Angleterre, après avoir été récemment importés d'Amérique (1). Comme tous (les incroyants elle avait fait profession d'athéisme presque dès son enfance), notre héroïne se sentait vivement attirée vers le merveilleux de bas aloi. Elle trouva les mystères de la table tournante encore plus séduisants que les tours du magicien copte avec qui elle avait parcouru le désert et désira devenir elle-même médium. Daniel Home donnait alors à Paris des séances qui obtenaient un grand succès de curiosité ; M^{me} Blavatsky voulut le con-

(1) Les premiers phénomènes spirites furent enregistrés à Rochester (Etats-Unis) en 1848. Nous raconterons, dans une prochaine étude sur le *Spiritisme*, comment l'organisation spirite se répandit en quelques années sur l'Amérique et l'Europe, grâce au concours discret de la Franc-Maçonnerie.

naître et courut se mettre sous son magistère (1). En un an, elle devint presque aussi habile que son maître dans la production des phénomènes spirites.

Cependant, la situation financière de H. P. B. (2) restait lamentable. Elle finit par songer qu'après dix ans d'absence le ressentiment de sa famille serait un peu apaisé et elle écrivit à son père. Le colonel Hahn répondit en ouvrant ses bras à l'enfant prodigue. M^{me} Blavatsky partit donc pour le Caucase, au commencement de 1859, et revit les siens, qui purent constater que les excentricités de la femme dépassaient de beaucoup ce qu'avaient promis les bizarries de la jeune fille. Néanmoins, chose incroyable, les bons rapports durèrent près de cinq ans entre H. P. B. et sa famille ; elle employa ce temps à se reposer, à Tiflis et à Odessa, des fatigues éprouvées et à convertir son vieux père au Spiritualisme. Ce n'est qu'en 1863 qu'elle fut reprise par le goût des aventures et qu'elle disparut à nouveau brusquement.

On ne sait où elle alla tout d'abord. Peut-être avait-elle répondu à quelque mystérieuse convocation des chefs de la *Jeune-Europe*, car on la retrouve, en 1866, en Italie, mêlée au mouvement carbonariste qui menaçait les États du Saint-Siège après ceux des souverains italiens. Elle fait visite à Garibaldi sur son rocher de Caprera ; et quand, le 23 octobre 1867, le condottiere de la Révolution pénètre, à la tête de 4.000 volontaires, sur les terres pontificales, M^{me} Blavatsky, les cheveux coupés court, habillée en homme, la chemise rouge au dos et le fusil à la main, est au premier rang des Garibaldiens. Elle fait le coup de feu à Viterbe, contre les zouaves pontificaux du général Kanzler, et se trouve à Mentana quand l'arrivée de quelques bataillons français, débarqués la semaine précédente, met les révolutionnaires en déroute. Prise dans une charge, la « volontaire » Blavatsky reçoit deux balles, un coup de sabre et deux coups de baïonnette et est laissée pour morte dans un fossé (3).

Un honnête homme n'en serait pas revenu, aurait certainement dit La Fontaine. M^{me} Blavatsky, elle, guérit parfaitement. Après avoir achevé sa convalescence en France,

(1) Olcott, *Hist. S. T.*, p. 74.

(2) C'était sous ces initiales qu'elle préférait être désignée. Le nom de son défunt mari lui déplaisait, et c'était l'offenser que de l'appeler « madame », depuis qu'elle avait rencontré une petite chienne à qui l'on donnait ce nom.

(3) Olcott, *Hist. S. T.*, notamment pp. 18, 19 et 254.

elle fut tentée de revoir l'Egypte, où l'appelaient, d'ailleurs, les lettres de ce magicien copte avec lequel elle avait voyagé quelque vingt ans plus tôt. Elle arriva au Caire au commencement de 1870, et là, dans cette ville déjà encombrée à cette époque de riches oisifs de toutes nations, elle entreprit de fonder, avec l'aide de son premier professeur de merveilleux, un « Cercle des miracles » qui eût servi à exploiter la crédulité publique. Certaines des expériences tentées réussirent : c'est ainsi que M^{me} Blavatsky, se rappelant qu'elle était sur la terre des Pharaons, plagia, dans un clair obscur convenable, un des miracles de Moïse en faisant naître un serpent vivant devant les spectateurs effrayés. Le magicien copte, de son côté, usait d'un canapé enchanté, sur lequel il prenait place, puis disparaissait brusquement aux yeux de l'assistance. Les deux compères, mis en goût, eurent-ils l'imprudence de faire appel à des concours moins habiles ? C'est ce qui paraît probable, car le colonel Olcott avoue que le Cercle fondé par H. P. B. finit, en 1871, par « un fiasco lamentable, qui la couvrit de ridicule, parce qu'elle n'avait « pas les collaborateurs voulus » (1).

Ce fiasco laissait M^{me} Blavatsky sans autres ressources que les envois d'argent de sa famille, envois qui se firent vainement attendre ; le magicien copte ne devait pas être dans une détresse moindre ; fort heureusement pour l'aventurière, les époux Coulomb, propriétaires de l'hôtel où elle était descendue, étaient sous le charme des prétendus pouvoirs surnaturels de leur pensionnaire ; ils la croyaient maîtresse des esprits de l'au delà et n'eussent rien voulu faire qui pût la contrister. Aussi, non contents de lui ouvrir un crédit illimité, lui fournirent-ils de l'argent pour se rendre en Russie, où elle allait tâcher de rentrer, une seconde fois, en grâce auprès des siens. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces époux Coulomb, qui devaient jouer un rôle important dans l'histoire de la Société Théosophique (2.)

(1) Olcott, *Hist. S. T.*, pp. 31, 32 et 33.

(2) M^{me} Annie Besant (*les Maîtres de la Sagesse*) dit que M^{me} Blavatsky fut recueillie chez les époux Coulomb « après un naufrage ». Le naufrage dont il s'agit doit évidemment s'entendre au figuré. D'ailleurs le récit de M^{me} Besant est plein de lourdes inexactitudes : pour ne pas effaroucher les catholiques, elle passe sous silence l'enrôlement de H. P. B. dans les troupes garibaldiennes, et dit simplement « qu'en 1866 M^{me} Blavatsky fit une courte visite en Italie ». Or, la bataille de Mentana, où elle fut blessée, est de la fin d'octobre 1867. Le séjour en Egypte, chez les Coulomb, est indiqué par

A Odessa, M^{me} Blavatsky refit la paix avec son père, qui, désespérant de la garder désormais en Russie, voulut du moins lui donner un compagnon de voyage pour la surveiller. Elle repartit donc pour Paris, au début de 1873, accompagnée de son frère, et vint habiter rue de l'Université, puis rue du Palais, un appartement, qu'ils partageaient avec un ami, M. Lequeux, et dans lequel ils recevaient force révolutionnaires et nombre de spirites parisiens connus, notamment M. et M^{me} Leymarie. Mais la surveillance fraternelle pesait lourdement aux épaules de H. P. B., dont le passage dans les troupes de Garibaldi avait achevé de faire un phénomène. Elle avait gardé ses cheveux courts, qui masculinisaient encore son visage kalmouck ; forcée de s'habiller en femme, elle portait du moins, par-dessus son corsage, la chemise rouge, qui servait d'uniforme aux soldats de Garibaldi ; dans cet équipage, fumant comme un Suisse et jurant « à faire rougir un matelot », elle faisait sensation partout où elle passait. Ce qui devait arriver arriva : son frère, M. Hahn, se permit des remontrances, qui furent accueillies par une majestueuse indignation. Le lendemain, il trouva le nid vide : M^{me} Blavatsky était partie pour l'Amérique...

Elle débarqua à New-York le 7 juillet 1873 et se trouva bientôt dans un cruel embarras, ayant quitté Paris presque sans argent. Elle dut écrire à son père pour le mettre au courant de sa détresse, et, en attendant qu'il eût répondu, se loger dans un galetas de Madison street et coudre des cravates pour gagner sa vie. Un commerçant juif, auquel elle s'adressa, s'intéressa à la révolutionnaire et lui fit gagner quelque argent. Enfin, au milieu d'octobre 1873, arriva d'Odessa la réponse attendue. C'était un chèque de plusieurs milliers de roubles, mais la lettre était signée d'Elise Hahn, la sœur de M^{me} Blavatsky : elle apprenait à celle-ci la mort de leur père. L'infortuné colonel Hahn n'avait pu résister à l'émotion que lui avait causée la dernière disparition de sa fille.

M^{me} Besant en 1874, alors qu'il est constant que H. P. B. était fixée aux Etats-Unis dès le 7 juillet 1873. Tout le reste est à l'avenant. Voilà une chronologie bien pitoyable ! Et M^{me} Annie Besant, qui s'embrouille à ce point dans des faits qu'elle a pu contrôler par elle-même, veut qu'on la croie quand elle nous raconte les grands événements terrestres qui se seraient produits il y a « vingt millions d'années » ?...

Bien qu'elle n'eût pas encore d'idée très nette sur la réincarnation, M^{me} Blavatsky prit, sans trop de peine, son parti de cette mort et réclama l'envoi de ce qui lui revenait de l'héritage. Les fortunes terriennes réalisées aux États-Unis la tentaient, et elle résolut de risquer son nouvel avoir dans une entreprise agricole. En juin 1874, elle s'associait avec un cultivateur de Long Island pour l'exploitation d'un domaine. Mais, soit qu'elle eût mal choisi son associé, soit que son caractère querelleur eût encore fait des siennes, un conflit éclata au bout de quelques mois et aboutit à un procès, où elle devait perdre à peu près tout ce qu'elle avait engagé.

Elle en était là, quand elle apprit par la presse que des manifestations spirites d'une importance exceptionnelle se produisaient dans une ferme du bourg de Chittenden, dans l'Etat de Vermont. Aussitôt elle abandonna agriculture et procès, et partit pour Chittenden. Elle y arriva par une claire matinée d'octobre et, comme il était près de midi, s'établit dans la salle à manger de la maison hantée.

C'est là qu'elle fit la rencontre du colonel Olcott.

II

M^{me} BLAVATSKY ET LE COLONEL OLCOTT.

Henry Steel Olcott naquit à Orange (New-Jersey) le 3 août 1832. Il était donc âgé de 42 ans à l'époque où nous sommes arrivés. Fils d'honorables cultivateurs, il fut destiné par eux à l'état d'ingénieur agronome et s'occupa de l'introduction aux États-Unis de cultures nouvelles. Il avait vingt-neuf ans quand éclata la guerre de Sécession ; engagé volontaire pour sa durée, il servit si obscurément qu'on ne sait à quels combats il prit part ni quels grades il reçut. Peut-être même ne bougea-t-il pas des bureaux, car nous l'y trouvons, à la fin de la guerre, occupé à rechercher les fraudes qui s'étaient produites dans les fournitures faites aux troupes. Toujours est-il qu'il avait servi, à quelque titre que ce soit, et cela lui suffit pour prendre, la paix venue, ce titre de colonel que portent, aux États-Unis, tant de braves gens dont toutes les campagnes se sont déroulées à la Bourse du commerce.

Rendu à la vie civile, Henry Olcott ouvrit à New-York une étude d'avoué et partagea son temps entre ses obligations professionnelles, les séances des Loges maçonniques (auxquelles il avait été affilié de bonne heure) et l'étude du spiritisme, qui le passionnait. Aimant le *humbug*, comme tout vrai Yankee, il manquait rarement une occasion de mystifier les spirites novices avec lesquels la vie le mettait en contact ; il a laissé lui-même plusieurs récits de ces plaisanteries, qui le mettaient dans une incroyable bonne humeur (1). Du moins, avant d'avoir rencontré M^{me} Blavatsky, n'avait-il jamais songé à appliquer ses talents de mystificateur à l'exploitation de la naïveté humaine.

Entre temps, le colonel Olcott collaborait à divers journaux, sans sortir des sujets qui le préoccupaient particulièrement. C'est ainsi qu'en 1874 il publia plusieurs articles, dans le *New-York Sun* et le *New-York Graphic*, sur les phénomènes spirites dont la ferme des époux Eddy, à Chittenden, était le théâtre. Une foule de spectres s'y matérialisaient sous l'influence du fermier et de sa femme, tous deux médiums, qui tiraient bon parti des nombreuses visites de curieux que leur valaient les apparitions. Les articles du colonel Olcott, qui s'était transporté sur les lieux, eurent un certain retentissement, et ce fut leur lecture qui détermina M^{me} Blavatsky à faire le voyage de Chittenden.

Henry Olcott ne cache pas, dans son *Histoire de la Société Théosophique*, que la première impression à lui causée par sa future associée fut très défavorable. Les cheveux courts, la chemise rouge de garibaldienne, la face kalmoucke et les allures masculines de H. P. B. l'interloquèrent à tel point qu'il ne put s'empêcher de dire à haute voix : « Regardez-moi cet échantillon ! »... M^{me} Blavatsky ne lui en voulut pas de l'exclamation. Une demi-heure plus tard, elle lui prenait du feu pour sa cigarette et tous deux discutaient à perte de vue sur le spiritisme. Le même soir, elle lui racontait l'histoire de sa vie, retracait ses exploits de Mentana, lui faisait palper les deux balles restées l'une dans son épaule, l'autre dans sa jambe, et lui montrait la cicatrice d'un coup de stylet, reçu dans une circonstance restée inconnue, qu'elle portait juste au-dessous du cœur (2). La

(1) Voir notamment : Olcott, *Hist. S. T.*, pp. 443-444.

(2) Olcott, *Hist. S. T.*, pp. 18-19.

connaissance, nouée dans de telles conditions, ne pouvait être que durable.

Aussi quand le colonel Olcott, son travail de journaliste achevé, rentra à New-York en novembre 1874, sa première visite fut-elle pour le n° 16 de Irving place, où logeait alors M^{me} Blavatsky, qui le reçut chaleureusement. Au cours des soirées de cet hiver-là, il revint souvent dans le salon de son amie, où se rencontraient force spirites américains ou étrangers, assidus à faire tourner les tables. Henry Olcott et H. P. B. n'étaient pas les moins heureux des médiums présents, et le colonel raconte sans rire que M^{me} Blavatsky lui fit faire la connaissance d'un esprit des plus distingués : l'âme de Sir Henry Morgan, qui fut au XVII^e siècle, comme chacun sait, un des « rois » des flibustiers des Antilles. L'association entre nos deux héros ne pouvait commencer sous des auspices plus symboliques.

Cependant, une fois de plus, la gêne menaçait H. P. B., dont le procès prenait une tournure fâcheuse. Au commencement de 1875, toujours attirée par le merveilleux, elle avait tenté de placer dans la presse de New-York des articles relatifs à des sujets fantastiques, qu'elle signait « Jack le Papous ». Mais cet expédient n'avait pas donné les résultats attendus ; la nécessité pressait, et il fallait prendre un parti. M^{me} Blavatsky prit le dernier qu'on pouvait attendre d'elle : celui de se remarier. Elle était trop l'amie du colonel Olcott pour nourrir le dessein de lier à lui son existence : aussi jeta-t-elle son dévolu sur un des hôtes de son salon, un jeune Russe, que les talents de médium de H. P. B. avaient profondément impressionné. Un matin, tous deux quittèrent New-York ensemble, et, quelques semaines plus tard, à Philadelphie, un clergyman de l'Église unitairienne bénissait leur union.

Par malheur, le nouveau mari de notre héroïne était loin d'avoir la situation financière qu'on lui supposait généralement. Comme l'observe le colonel Olcott, il ne put assurer à sa femme « qu'une situation des plus simples ». D'autre part, d'inévitables dissensments s'élevèrent bientôt dans le ménage. Ils eurent la conclusion habituelle : M^{me} Blavatsky disparut brusquement... Elle s'était réfugiée à New-York, où les hommes d'affaires de son mari la retrouvèrent, non sans peine ; ils lui signifièrent une assignation en divorce. Celui-ci ne devait être prononcé que beaucoup

plus tard, le 25 mai 1878. L'avocat de H. P. B. fut M. Judge, qui jouera un rôle important dans la suite de cette histoire.

Rendu à sa vie de célibataire, H. P. B. voulut, du moins, en tempérer la solitude : elle émigra, dans une maison de la 34^e rue, à New-York (21), où le colonel Olcott vint habiter un appartement au-dessus du sien ; puis dans une maison de la 47^e rue (22), où tous deux partagèrent le même appartement. C'est là que devait naître la Société Théosophique ; mais, avant d'aborder ce sujet, il nous reste à donner un aperçu de ce qu'était la vie commune de ces deux fondateurs. Le colonel Olcott, homme d'ordre, en enregistrait chaque jour les détails dans un journal qui constitue un bien précieux document. A l'heure actuelle, où M^{me} Blavatsky est devenue pour les adeptes de la Société Théosophique une espèce de sainte, auréolée de mysticisme et inspirée en permanence par des êtres plus qu'humains, il n'est pas mauvais de lui rendre son véritable caractère en faisant appel aux notes de celui qui la connut si bien (23).

C'est avec énergie que le colonel Olcott protesta, dans ses derniers écrits, contre ceux qui voulaient diviniser les actes et les paroles de H. P. B. : d'amers souvenirs d'intimité ne lui permettaient pas d'admettre cette thèse, et, tout en louant à tout propos les dons surnaturels de son amie défunte, il révèle sur son caractère bien des particularités piquantes. « Elle s'était fait, nous apprend-il, un culte du mépris des convenances et n'avait pas de plus grand plaisir que de dire ou de faire des choses qui choquaient les pudibonds (24) ». Caressante et féline quand elle voulait gagner quelqu'un, elle était sans attachement réel, même pour ses intimes, se servant d'eux comme « des pièces d'un jeu d'é-

(1) Exactement : maison n° 1433, West 34^e street.

(2) Maison 302, West 47^e street.

(3) Les Théosophes ont si bien compris le danger de ce journal, que le deuxième et le troisième volume des souvenirs du colonel Olcott ont été expurgés, après sa mort, par ordre du Conseil Théosophique. Heureusement, le premier volume nous reste. Pendant les dernières années de sa vie, le colonel Olcott vit, d'ailleurs, ses livres boycottés par les Théosophes qui ne cessaient pas, cependant, de lui témoigner le plus grand respect : il se plaint de ce boycottage dans une préface datée de 1895. L'ancien collaborateur de H. P. B. n'était évidemment plus à la hauteur de la mystification théosophique...

(4) Olcott, *Hist. S. T.*, p. 438.

« checs » et affectionnant de trahir avec le premier venu leurs confidences les plus graves (1). Avec cela, d'une grossièreté exceptionnelle, d'une violence sans borne, disant à tous, sous le plus léger prétexte, « des choses qui faisaient bouillir « le sang ». En un mot, « si inégale, si capricieuse, si chan- « geante, si violente, qu'il fallait un certain héroïsme de « patience et d'empire sur soi à qui voulait vivre avec elle. »

Le colonel eut cet héroïsme ; et même, du jour où il fut installé sous le même toit que M^{me} Blavatsky, il lui servit docilement de secrétaire, de cuisinier et de bonne à tout faire. Non que le ménage se passât de domestique ; mais la douceur du caractère de H. P. B. ne permettait pas d'en conserver une au delà de quelques jours : « Nous avions, dit-il, « une procession de bonnes qui traversait notre existence. »

Quand la dernière en date de ces malheureuses avait détalé devant le courroux olympien de son amie, Henry Olcott, en attendant qu'on en eût trouvé une autre, s'installait avec philosophie à la cuisine et préparait le dîner, tandis que M^{me} Blavatsky, environnée de fumée de tabac, travaillait à ses ouvrages occultistes. Puis le colonel venait recopier les feuillets raturés de H. P. B., collationner ses citations et rectifier l'anglais fantaisiste dans lequel elle écrivait, — tout cela le plus modestement possible, car l'indignation de son associée n'attendait qu'un prétexte pour s'abattre sur lui avec l'impétuosité du simoun.

Le soir, le salon s'ouvrait aux visiteurs, toujours nombreux, et recrutés surtout dans le monde spirite et maçonnique de New-York. Un chef-d'œuvre que ce salon, à l'aménagement duquel avait présidé le goût éclairé de M^{me} Blavatsky ! Au mur un immense panneau représentait « un éléphant rumi- « nant près d'une mare, tandis qu'un tigre s'élançait sur lui, « et qu'un serpent énorme s'enroulait autour du tronc d'un « palmier. » Un autre serpent, empaillé celui-là, rampait sournoisement sur la cheminée ; des petits singes étaient accrochés aux rideaux dans des positions naturelles ; un gros babouin, orné d'un faux-col, d'une cravate blanche et d'une paire de lunettes, se tenait debout dans un coin, le livre de l'*Origine des Espèces* sous le bras. On l'appelait le professeur Fiske. Un hibou se perchait sur la bibliothèque, des lézards grimpaiient au mur, et, dans un coin, était disposé

(1) Olcott, *Hist. S. T.*, p. 440.

un fouillis de plantes vertes et d'herbes séchées formant rideau : une tête de lionne, si bien naturalisée qu'on l'eût jurée vivante, en surgissait à demi, avec une telle expression de férocité que la bête semblait prête à bondir. C'était un divertissement que de faire asseoir les nouveaux venus devant cette jungle, pour leur ménager la surprise de découvrir tout à coup la lionne : « Si la chance voulait que la visiteuse fût « une vieille fille nerveuse, qui poussait un cri, H. P. B. « riait de tout son cœur. »

Dans ce décor défilaient de hautes notabilités maçonniques, comme Albert Pike, W.-Q. Judge, le général Doubleday, Sotheran, etc. ; des occultistes, comme M^{me} Britten, Georges Felt, le D^r Seth Pancoast ; des révolutionnaires européens, comme le carbonari Bruzzesi, que H. P. B. avait connu dans l'entourage de Mazzini, et sur lequel le colonel Olcott raconte une si étrange histoire (1) ; des Juifs, comme « ce médecin mystique » dont parle le journal de M^{me} Bla-

(1) Ce Bruzzesi, musicien de son métier, était doué de grands pouvoirs magiques, nous assure le colonel Olcott, qui raconte gravement le conte bleu suivant (*Hist. S. T.*, pp. 67-68) :

« Je fus témoin un soir d'automne, en 1875, juste après la formation de la « Société Théosophique, d'un extraordinaire phénomène accompli par lui : « une pluie provoquée par les esprits de l'air qu'il tenait sous sa puissance. « La lune était pleine, il n'y avait pas un nuage au ciel. Il nous fit venir, « H. P. B. et moi, sur le balcon du salon de derrière, et là, me recommandant le calme et un silence absolu quoi qu'il pût arriver, il tira de sa poitrine et tendit vers la lune un morceau de carton mesurant peut-être « 6 et 10 pouces et sur un des côtés duquel un certain nombre de carrés, renfermant chacun une étrange figure géométrique, étaient peints à l'aquarelle. « Il ne voulut pas me le laisser toucher ni examiner. J'étais tout à fait derrière « lui et je sentais son corps se raidir comme sous l'influence de la concentration intense de la volonté. Tout à coup, il me montra la lune et nous vîmes « des vapeurs, noires et denses comme des nuées d'orage, ou mieux comme « ces épais rouleaux de fumée qui s'échappent de la cheminée d'un bateau à « vapeur, sortir du bord oriental de notre brillant satellite et flotter vers l'horizon. Je ne pus retenir une exclamation, mais le sorcier saisit mon bras « comme un étau et me dit de me taire. Le noir suaire de nuages sortait de « plus en plus rapidement et s'étendait jusqu'à l'horizon comme une monstrueuse plume de jais. Cela s'ouvrait comme un éventail et bientôt de gros « nuages de pluie parurent ici et là dans le ciel et se formèrent en masses « roulantes, flottantes et fuyant devant le vent. Très vite, le ciel se couvrit, « la lune disparut et une averse nous fit rentrer dans la maison. Il n'y eut « ni éclairs, ni tonnerre, ni vent, rien qu'une forte ondée amenée en un quart « d'heure par cet homme mystérieux. Revenus sous la lumière du lustre, « je vis sur son visage cette expression déterminée, avec les dents serrées, que « l'on remarque chez ses compatriotes pendant un combat. Et vraiment il

vatsky : « homme étrange, très étrange. Il a des pressentiments sur ses visiteurs, sur leur mort, et une pénétration spirituelle pour découvrir leurs maladies. Vieux, maigre, courbé, les cheveux rares, fins, grisonnants, dressés tout autour de sa noble tête. Il se met du rouge sur les joues pour en atténuer la pâleur surprenante. Il rejette la tête fort en arrière et regarde dans l'espace en écoutant et en causant. Il a un teint de cire, la peau transparente et extrêmement mince. Il porte des vêtements d'été au cœur de l'hiver. Il a l'habitude singulière de dire toujours, avant de répondre : oui, voyez-vous, voilà ! » Cet Hébreu étudiait la Kabbale depuis trente ans et il s'émerveillait des dispositions que M^{me} Blavatsky montrait pour cette science, dont ils causaient ensemble des heures entières.

La discussion, commencée souvent dès le dîner, quand il y avait des invités, ne se terminait guère avant deux heures du matin et sautait de la politique à la philosophie, puis au merveilleux. Alors, H. P. B., sérieuse et même augurale, annonçait qu'elle allait accomplir quelque prodige : on préparait, par exemple, une série de verres, remplis à différentes hauteurs pour leur donner une sonorité différente ; on les frappait d'un crayon, et l'élève du magicien copte reproduisait exactement, sans mouvement apparent, le timbre qui avait résonné ; ou bien, elle faisait tout à coup éclater une sonnerie qui paraissait venir de la poche d'un des spectateurs, sans que celui-ci pût trouver sur lui la raison du tintamarre (1). Ces tours, dont on peut voir l'équivalent dans n'importe quelle baraque foraine, amusaient beaucoup l'auditoire ; mais il ne semble pas que celui-ci y ait vu, au début, autre chose qu'un passe-temps. Ce n'est qu'à la longue, et quand M^{me} Blavatsky et le colonel Olcott eurent commencé leur grande entreprise, qu'ils prétendirent trouver dans les phénomènes de cet ordre la marque de pouvoirs surnaturels.

Parfois aussi, H. P. B., que le seul mot de Catholicisme

« venait de combattre et de vaincre les hordes invisibles des éléments, ce qui exige bien toute la force virile d'un homme. »

La Société Théosophique est vraiment impardonnable de n'avoir pas renouvelé ce phénomène de temps en temps, ces mois derniers, où la sécheresse a été si terrible...

(1) Olcott, *Hist. S. T.*, p. 407.

mettait dans de « bouillantes colères » (1), employait ses talents de caricaturiste à ridiculiser l'Église. Elle bâclait, sous l'œil amusé de l'assistance, des dessins du genre de celui-ci, dont le colonel Olcott nous a laissé la description : « Deux gros « moines attablés devant une dinde, un jambon et autres dou- « ceurs, tandis que des bouteilles se trouvent à portée de « leur main ou rafraîchissent à terre dans la glace. Un des « révérends pères, qui a le type le plus bestial, reçoit derrière « son dos un billet doux de la main d'une servante correcte « en tablier et en bonnet. » Parfois encore on commençait une séance de spiritisme et les ombres des plus grands personnages de l'Antiquité envahissaient le salon et venaient lire le numéro de la montre des spectateurs ou leur dire ce qu'ils avaient mangé à leur dîner.

Ce souvenir rappelait à tout le monde que la nuit était avancée et que les estomacs criaient famine. On songeait à improviser un thé. Mais la bonne avait justement été congédiée la veille et le colonel avait oublié d'aller faire le marché. M^{me} Blavatsky, pour tant d'inadvertance, le submergeait de son mépris et l'envoyait sur l'heure réveiller l'épicier voisin. Malheur à l'infortuné guerrier quand, l'épicier ayant refusé de se lever, il devait revenir les mains vides !

Mais, même quand les provisions ne manquaient pas, faire le thé était un problème, H. P. B. ayant des idées originales sur la manière de le préparer. Un écriteau suspendu au mur donnait d'ailleurs sur cette question importante l'avis suivant :

THÉ

Les invités trouveront dans la cuisine de l'eau bouillante et du thé, peut-être même du lait et du sucre. Prière de se servir.

Chacun s'éclipsait donc à son tour pour aller se préparer une tasse de thé, et cette particularité avait valu à la maison le nom de « Cercle de la Cuisine ».

Nous nous sommes étendus un peu longuement sur ce

(1) Olcott, *Hist. S. T.*, p. 392. Ce détail est à rapprocher de l'hypocrite sympathie que les Théosophes témoignent, dans leurs déclarations officielles, à toutes les religions, et au Catholicisme comme aux autres.

décor bohème. Que nos amis soient persuadés que ce n'est pas par frivolité. Il était nécessaire, avant de montrer à l'œuvre les acteurs de la farce théosophique, de rappeler leurs antécédents et de décrire le cadre dans lequel ils se mouvaient. Nous allons maintenant faire assister nos lecteurs à la naissance et au développement d'une des plus prodigieuses impostures des temps modernes.

(*A suivre.*)

FLAVIEN BRENIER.





L'Antisémitisme

Le Problème Juif

(Suite.)

ÉTAT DES JUIFS SOUS LES ROIS CAPÉTIENS

Voici posé le problème Juif. Nous avons montré les Juifs cherchant à le solutionner à l'aide de leurs puissantes sociétés de colonisation, d'enseignement, de secours de toute sorte, de leurs caisses de prêts. Nous avons indiqué de quelle manière les peuples aux prises avec cette question cherchaient à la résoudre. Il nous reste maintenant à étudier le problème Juif, du point de vue français, et, avant d'en aborder la solution, d'indiquer sommairement comment les rois capétiens avaient envisagé le problème, en dressant un tableau succinct de l'état des Juifs en France, depuis l'avènement de Hugues Capet jusqu'à la Révolution.

Les nombreux édits, ordonnances, restrictions et mesures pris par nos rois, durant huit siècles, à l'égard des Juifs, en même temps qu'ils nous montrent avec quelle sollicitude les rois de France ont toujours cherché à protéger leurs sujets contre le péril Juif, sans cesse à l'ordre du jour, nous sont aussi un exemple frappant de la prudence et de la sagesse avec laquelle ils ont su apporter des tempéraments à des lois parfois rigoureuses, suivant les nécessités du moment, et pour

le plus grand avantage de leur peuple, c'est-à-dire, de la France. Pendant huit siècles, le Juif a été contenu, en notre pays, dans des bornes qu'il ne pouvait franchir, sous peine d'expulsion. A une époque où le commerce entier, et partant le numéraire, était entre les mains des Juifs, les Rois les protégeaient, sans cependant commettre la faute de les faire participer aux emplois de l'État.

« Marchands d'esclaves chrétiens et musulmans, écrit Bégin, changeurs, trafiqueurs, brocanteurs, répandus parmi tous les comptoirs européens, dans toutes les foires, exploitant presque seuls le domaine commercial du monde, les Juifs, au x^e siècle, étaient devenus tellement nécessaires que les princes les moins disposés en leur faveur se trouvaient obligés d'abandonner les mesures extra-légales employées contre eux (1). »

Aussi, un de leurs historiens, Th. Reinach, en profite-t-il pour célébrer la supériorité d'Israël : « Les Juifs, qui avaient dans toutes les parties du monde des coreligionnaires, réussirent brillamment dans le commerce de banque. On leur a attribué, sans doute à tort, l'invention de la lettre de change. Il est certain, en tous cas, qu'ils s'en servirent de bonne heure. Mais leur véritable spécialité, leur monopole, fut le prêt à intérêt, *qu'on appelait alors usure*, d'un mot latin qui signifie, simplement, l'intérêt de l'argent (2). » Grâce à cet euphémisme, Reinach confond d'un trait de plume le prêt d'intérêt légal avec l'usure dont ses congénères ont fait et font encore un si brillant usage.

Leurs prêts usuraires, en effet, montaient, en certains cas, à 200 o/o, et étaient conclus, non pour une année, mais pour un mois, voire pour une semaine. Les rois de France durent donc réglementer sévèrement leurs prêts, et parfois même supprimer leurs créances. Ce qui amène Reinach à déclarer : « En définitive, les Juifs, en leur qualité de prêteurs d'argent, ont rendu à la société chrétienne, au progrès économique, un signalé service ; mais ils en ont été bien mal récompensés (3). » Comme on le voit, l'impudence d'Israël, à l'instar de son usure, ne connaît pas de limites.

Bail, « l'avocat des circoncis », est plus juste lorsqu'il

(1) Bégin, *Hist. des Juifs dans le Nord-Est de la France*, p. 175.

(2) Th. Reinach, *Hist. des Israélites*, p. 149.

(3) *Id., ibid.*, p. 152.

avoue : « Les Juifs exerçaient l'usure et prenaient la terre en gage. Dès qu'un Juif s'établissait dans un bourg, sous la protection du châtelain, il en devenait le maltôtier, le vautour, le fléau. L'oppression, l'exaction, le mépris, les supplices qu'il avait à craindre, n'arrêtaient point son avidité (1).

Nos rois capétiens, nous l'avons dit, comprirent à merveille la question Juive, et se montrèrent éminemment sages dans l'étude de sa solution. Leur bon sens reconnut que dans une société chrétienne, et dans un royaume tel que la France, l'unité politique et l'unité religieuse étaient la condition nécessaire à la paix et au développement normal de leurs peuples, et que, dans cette société, il ne pouvait y avoir, pour les Juifs, de race et de religion différentes, liberté complète de parvenir. Cette liberté de parvenir ne pouvait être forcément pour eux qu'imparfaite et limitée. Comme le dit fort bien l'abbé Lémann, leur ex-coreligionnaire : « La question n'était pas de savoir si les Juifs avaient du mérite et des aptitudes incomparables, mais celle-ci : d'une part, une société qui se forme entre diverses nations, société uniquement et essentiellement chrétienne ; d'autre part, les Juifs ennemis déclarés du nom chrétien, des lois chrétiennes. Il ne saurait y avoir, dans une pareille société, liberté pour le Juif de monter et parvenir. Par conséquent, des précautions doivent être prises pour les arrêter à l'entrée de la société (2). »

Les princes, comme leurs peuples, pouvaient donc avoir recours aux Juifs en tout ce qui est services convenables à rendre ou à recevoir, mais ne devaient, en aucun cas, les laisser remplir des fonctions sociales ou politiques dans lesquelles la conscience chrétienne et nationale avait à s'affirmer. La meilleure preuve que les rois de France avaient raison d'appliquer cette méthode, c'est que les Juifs eux-mêmes en reconnaissaient la justesse et ne s'en plaignaient pas. Et ceci est si vrai que, lorsque, sur les instances de Cerfber et de l'abbé Grégoire, il fut question d'émanciper les juifs de France et de leur accorder les droits civils et politiques, beaucoup de Juifs, et ceux de Bordeaux notamment, se refusèrent énergiquement à accepter le fameux droit commun, aujourd'hui partout réclamé par Israël. Une requête fut envoyée par les Juifs de Bordeaux au Conseil de Louis XVI,

(1) Bail, *Etat des Juifs en France, en Espagne, etc.*, p. 91.

(2) Lémann, *Entrée des Israélites dans la Société française*, p. 158.

requête dans laquelle ils demandaient à n'être pas compris dans l'émancipation. Dans une lettre adressée le 18 avril 1789 à Dupré de Saint-Maur par leur représentant, David Gradis, ce dernier s'exprime en ces termes : « Ce sera rendre aux « Juifs de Bordeaux le plus signalé service que de vouloir « bien engager M. de Malesherbes *de ne les comprendre en rien* dans la nouvelle loi qu'il est chargé de rédiger, en « faveur des Juifs d'Alsace et de Lorraine... Tout changement à leur situation actuelle ne pourrait que nuire à leur « bonheur (1). »

La raison de cette opposition est fort simple : vivant dans leurs ghettos, les Juifs conservaient leurs lois, leurs coutumes, leurs priviléges. Cette situation particulière, ils ne désiraient nullement y renoncer ; ils réclamaient seulement plus de franchises pour leur commerce et la permission d'acquérir des biens-fonds. Si leur exclusion sociale les privait des droits civils et politiques, elle les exemptait, par contre, de tous les devoirs. Nous en aurons la preuve lorsque nous citerons le Mémoire présenté en l'an 1788 à M. de Malesherbes par Lopès-Dubec, Furtado et Fonseca, députés par les Juifs de Bordeaux et de Bayonne, mémoire dans lequel ils présentent le tableau de la situation des Juifs dans les divers États de l'Europe, l'historique de leur établissement en France et les vœux des syndics sur le mode de constitution que les Juifs désiraient obtenir. Et s'il était besoin d'autres preuves, nous les trouverions dans ce fait qu'aujourd'hui même, les Juifs d'Angleterre, des États-Unis qui jouissent de l'égalité des droits de citoyens dans ces pays, prétendent à une situation privilégiée et entendent jouir de droits spéciaux, tels que de divorcer suivant la loi judaïque, d'avoir des cimetières distincts, de ne pas observer le repos dominical, de régler leurs différends entre eux au moyen de leur tribunal du Beth-Din, d'abattre les animaux suivant leurs rites, etc.

De leur état en France, avant l'avènement de Hugues Capet, nous ne dirons que quelques mots.

La loi Gombette ou de Gondevaud, chez les Bourguignons, la loi Gothe, la loi Salique ou des Ripuaires, quoique essentiellement différentes dans leur esprit, s'accordaient cependant toutes à asservir le peuple Juif. Les pénalités qu'elles édictaient à son égard étaient terribles.

(1) Malvezin, *Hist. des Juifs de Bordeaux*, p. 254.

D'après la loi Gombette, tout Juif qui avait frappé un prêtre était condamné à mort et ses biens confisqués. S'il s'agissait d'un laïque, il avait le poing coupé et payait 75 sols d'amende. (Le sou d'or, solidum romain, équivalait à 14 livres 6 sous tournois) (1).

Sous les rois Sicambres de la première race, un Juif était réputé moins qu'un homme, puisqu'il n'était pas permis d'informer contre celui qui l'avait tué ; il était même réputé moins qu'une bête, car une bête qui avait tué un homme était admise à la composition, et lui ne l'était pas (2).

Ainsi que le remarque Montesquieu, la loi des Juifs fut celle des serfs mainmortables, auxquels l'évêque ou le prince succédait. Il n'était pas plus permis d'ôter un Juif à son seigneur que de lui prendre ses manants ou ses chevaux. Les Juifs appartenaient aussi souvent au domaine de la Couronne ; c'étaient alors les *servi fiscales*. Dès le VI^e siècle, ils étaient fort répandus en Provence, dans le Vivarais, le Dauphiné, la Savoie, le Bugey, la Bresse, le Lyonnais, en Bourgogne, en Franche-Comté. On en trouvait aussi en Bretagne, en Touraine, en Champagne, à Paris, à Rouen, Mantes, à Pontoise, Soissons, Châlons, Nîmes, Arles, Narbonne et Montpellier.

Sous les rois capétiens, et avec la féodalité, l'état des Juifs change. Non seulement ils appartiennent au seigneur, mais le seigneur hérite de leurs biens lorsqu'ils meurent. « Les meubles des Juifs sont au baron », lisons-nous dans les *Établissements de saint Louis*. Pendant tout le moyen âge jusqu'à l'édit de Basville, rendu en 1394, les biens des Juifs qui se convertissaient au christianisme étaient confisqués.

Il fallait alors indemniser le baron de la perte de son Juif, car « il y avait une âme dérobée à l'enfer et un corps à rembourser au monde ».

Expulsés par Philippe I^r au XI^e siècle, les Juifs ne purent reparaître en France qu'en devenant tributaires des fiefs. À Paris, on les reléguait hors des portes, auprès d'une grande place appelée Champeaux, dans des rues obscures telles que les rues de la Poterie, de la Triperie, de Jean de Beausse, de la Chausseterie, etc.

(1) *Leg. Burgund. add.*, titre 15.

(2) *Loi des Ripuaires*, titre 46. — *Loi des Lombards*, liv. I, ch. xxI, § 3. — Montesquieu, *Esprit des lois*, liv. XXX, ch. xx.

Lorsqu'ils furent chassés par Philippe-Auguste en 1182, « ils possédaient beaucoup d'immeubles qu'ils avaient amassés en forçant leurs débiteurs à vendre leurs biens, tandis que d'autres, engagés par serment, devenaient leurs esclaves..... Les historiens s'accordent à dire qu'ils prenaient de l'argent aux moines, prenaient en gage les ornemens d'église, les instrumens de l'artisan, les armes du soldat..... Inventeurs de la maltôte, fermiers des impôts, ils s'enrichissent par la misère publique et deviennent de plus en plus odieux... L'énormité de l'usure fait disparaître à leurs yeux le danger de perdre la dette. Quelquefois, ils trouvent des gens puissants qui intimident les magistrats et font taire les lois. Alors ils ne mettent plus de bornes à leur avidité ; ils prennent l'usure de l'usure ; ils vendent le temps » (1). Tel est le portrait du Juif du moyen âge, tracé par une main amie.

A toutes les époques, on avait reconnu la nécessité de distinguer le Juif d'entre les peuples parmi lesquels il était campé, car le Juif n'est vraiment dangereux que lorsqu'il se dissimule, ce à quoi il ne manque presque jamais. Déjà Ptolémée Philopator leur faisait imprimer sur la peau, avec un fer chaud, une feuille de lierre en l'honneur de Bacchus. Plus tard, les califes exigeaient qu'ils portassent un morceau de drap jaune sur leur habit. Les chrétiens les obligèrent à avoir une rouelle sur la poitrine, ou à l'épaule, ou dans le dos, à porter des manches longues, un chapeau rouge ou jaune, et une corne pour les femmes. Enfin, lorsqu'ils avaient à témoigner contre des chrétiens, on les soumettait au serment *more judaïco*. Nous en donnerons, plus tard, différentes formules.

« De pareilles précautions, écrit leur panégyriste Bail, annoncent que leur probité était fort suspecte... Lorsqu'ils sont condamnés pour quelque crime capital, on a toujours soin de les pendre entre deux chiens, la tête en bas, selon l'usage barbare inventé par les Goths » (2).

Passons rapidement en revue les professions qui furent permises aux Juifs jusqu'à la Révolution.

On les autorisa à pratiquer tous les genres de négoce : l'épicerie, la soierie, la joaillerie ; à approvisionner le royaume. On sait qu'ils étaient généralement fournisseurs

(1) Bail, *Etat des Juifs en France*, etc., p. 23, 25, 26.

(2) Bail, *op. cit.*, p. 151.

des armées, et qu'ils y acquirent de grandes richesses. Cerd'herr est le plus célèbre d'entre eux. Ils faisaient le courtage, le colportage, fondaient des banques et des maisons de prêts, ainsi que des imprimeries. Les arts et certains métiers non distribués en corporations leur étaient permis.

Les rois les choisissaient d'ordinaire comme collecteurs ou fermiers d'impôts, comme procureurs fiscaux. Ils en faisaient parfois des intendants pour leurs finances. On trouve, particulièrement dans le midi de la France, à l'époque des Albigeois, des Juifs élevés aux fonctions de baillis, ce qui leur donnait la haute main sur toute l'administration de la justice royale.

Ce furent les seigneurs albigeois qui, en Languedoc, furent cause de ce scandale (1).

Enfin, la médecine leur était ouverte, et ils en profitaien largement, comme ils le font encore aujourd'hui, pour les avantages moraux et matériels qu'ils en retiraient. « Ces « derniers (les Juifs), écrit Bordeu, faisaient de la médecine « une des branches de leur commerce ; voilà sans doute ce « qui l'avilissait entre leurs mains. Elle devenait l'objet de « leur cupidité naturelle. Ils étaient, par une suite de leurs « principes et de leurs spéculations marchandes, si on peut « ainsi parler, obligés de se défaire de toutes leurs drogues « et de combiner leurs ventes avec leurs profits... Je crois « que c'est en vertu de cette disposition naturelle (astuce, « cautelle et malice) que les Juifs trouvaient le moyen de « s'insinuer chez le peuple comme chez les grands, à titre de « médecins, ce qui les mettait à portée de contrebalancer les « médecins chrétiens. » (2).

Par contre, il leur était interdit d'être droguistes et pharmaciens ; mais de cette défense, on le comprend aisément, ils n'avaient cure.

Parmi les interdictions qui leur étaient faites, nous citerons, nommément, celle de remplir des emplois à l'armée et d'avoir rang au Parlement et dans la magistrature. Nos rois estimaient, avec juste raison, qu'on ne pouvait confier l'honneur de défendre la patrie à une race d'étrangers dont la de-

(1) Beugnot, *les Juifs d'Occident*, 1^e partie, p. 88. — Bédarride, *les Juifs*, p. 185.

(2) Bordeu, *Recherches sur l'histoire de la médecine*. Paris, 1818, t. II, p. 687. Il est à peine besoin de remarquer que Bordeu, ainsi que tous les auteurs non juifs cités dans cette étude, sont favorables aux Juifs.

vise est : *Ubi bene, ibi patria* ; pas plus qu'on ne pouvait confier la formation ou l'interprétation des lois d'un royaume chrétien à des Juifs ennemis de cette religion, et, encore moins, leur donner le droit d'examiner des causes entre chrétiens, ou entre chrétiens et Juifs.

De même, il ne pouvait être question de leur laisser tenir des écoles à l'usage des chrétiens, non plus que d'enseigner dans les Universités. Mais, logiques et justes, nos rois leur permettaient d'avoir leurs écoles et leurs académies.

Il était défendu aux Juifs de posséder des biens-fonds et d'acquérir et d'échanger des propriétés ; mais cette défense, l'astuce juive se faisait un jeu de la transgresser. Écoutons ce qu'en dit Bail : « Quant à la défense d'acquérir des biens-fonds, « elle était presque générale en Europe vers le xv^e siècle. Il « faut, pour bien juger une législation, apprécier le temps « et les hommes pour qui elle a été faite. Les Juifs faisaient « alors tout le commerce intérieur ; ils possédaient les meilleures terres. Placés hors la loi commune, ils envahissaient « peu à peu les propriétés territoriales ; il était donc nécessaire « que les lois civiles intervinssent pour réprimer cet abus : « sans cela, on aurait vu s'accumuler, dans les communautés « juives, une masse de biens mainmortables plus funeste à la « circulation et à l'agriculture que ne le fut jamais celle possédée par le clergé. Aujourd'hui même, dans les pays où ils « sont admis aux droits civils, à l'égalité politique, la faculté « illimitée de posséder des terres pourrait devenir abusive, car « les Juifs profitent de la liberté de commerce pour accroître « leurs capitaux, et ils profitent encore de la liberté d'acquérir pour amasser des propriétés qui ne sortent plus de leurs mains. Peut-être sera-t-on forcé un jour d'établir un droit d'indemnité, semblable à celui qu'on percevait autrefois sur les immeubles acquis par les gens de mainmorte » (1). Voilà ce qu'écrivait sur le péril Juif, et au sortir de la Révolution, l'écrivain qui se faisait un titre de gloire d'être « l'avocat des circoncis ».

De même, les édits et ordonnances qui leur défendaient de faire l'usure et qui réglementaient leurs prêts n'opposaient qu'une faible barrière à la cupidité d'Israël. Qu'on en juge par le tableau célèbre tracé par l'abbé Grégoire, dont le témoignage est peu suspect, puisqu'il fut député par les Juifs

(1) Bail, *op. cit.*, p. 50-51.

d'Alsace à l'Assemblée constituante pour plaider leur cause, et que c'est grâce à sa ténacité qu'ils obtinrent, en grande partie, leur émancipation :

« Habitants infortunés du Sundgau, écrit le curé d'Emberménil, répondez, si vous en avez encore la force : cet effrayant tableau n'est-il pas celui de l'état auquel plusieurs Juifs vous ont réduits ? Votre contrée, jadis fertile et qui enrichissait vos pères, produit à peine un pain grossier à une foule de leurs neveux ; et des créanciers aussi impotables que fripons vous disputent encore le prix de vos sueurs. Avec quoi les cultiveriez-vous, désormais, ces champs dont vous n'avez plus qu'une jouissance précaire ? Vos bestiaux, vos instruments d'agriculture, ont été vendus pour assouvir des vipères, pour acquitter seulement une partie des rentes usuraires accumulées sur vos têtes. Ne pouvant plus solliciter la fécondité de la terre, vous êtes réduits à maudire celle de vos épouses qui ont donné le jour à des malheureux. On ne vous a laissé que des bras desséchés par la douleur et la faim ; et s'il vous reste encore des haillons pour attester votre misère et les baigner de vos larmes, c'est que l'usurier Juif a dédaigné de vous les arracher » (1).

Ce tableau fait comprendre combien, une fois émancipés par la Révolution, les Juifs eurent tôt fait d'accaparer tous les biens-fonds en Alsace, et pourquoi Napoléon fut tenu, par son décret du 17 mars 1808, de placer pendant dix ans les Juifs sous un régime d'exception et d'annuler leurs créances usuraires.

Un écrit de cette époque, intitulé : *Quelques idées sur l'usure des Juifs d'Alsace*, nous fait le résumé de ces usures : « Les billets des seuls paysans de la province d'Alsace signés par eux aux Juifs, leurs créanciers, ayant été enregistrés, il y a quelques années, par arrêt du Conseil souverain de Colmar, présentent, dans leur totalité, des sommes dont le total fait frémir. On prétend que le tiers des possessions territoriales de cette belle province leur est hypothéqué. Cependant, elles sont partagées entre 500.000 habitants très actifs, très bons cultivateurs, tandis que l'Alsace renferme tout au plus 18 à 20.000 Juifs. Il est donc évident,

(1) Grégoire, *Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs*, p. 75 et seq.

« par le rapport de ces deux nombres, que les Juifs, semblables aux frelons, pompent en grande partie le miel de cette belle ruche peuplée de si laborieuses abeilles » (1).

Comment s'étonner, dans ces conditions, si depuis cent vingt ans que les Juifs ont, en France, complète liberté d'action, ils soient devenus nos maîtres ? — Indépendamment de ces défenses et de ces interdictions relatives aux Juifs, il en existait d'autres, moins importantes, sans compter les humiliations qui leur étaient imposées. Parmi ces défenses, nous citerons l'interdiction d'avoir à leur service des servantes chrétiennes. Cette interdiction se retrouve dans d'autres pays, et nombre d'ordonnances des papes la maintenaient en vigueur, pour une raison fort peu connue et dont nous trouvons l'explication dans un rapport demandé par M. de Boucher, intendant de Guyenne, à M. de Puddefer, sur les Juifs de Bordeaux, rapport remis au Chancelier du royaume le 7 février 1734. « Ils ont pour domestiques, écrit M. de Puddefer, des Juifs de Bordeaux, de jolies paysannes qu'ils rendent enceintes pour servir de nourrices à leurs enfants, et font porter ceux dont les jeunes paysannes accouchent à la boîte des enfants trouvés (2). »

On ne saurait trop insister sur ce fait, caractéristique de la mentalité juive.

Citons quelques-unes des conditions humiliantes auxquelles les Juifs étaient astreints :

1^o Obligation pour eux de vivre dans leurs ghettos. Ces juiveries portaient, en Provence, le nom de *carrières*.

2^o Dans certaines villes, ils devaient payer, pour leur droit de séjour temporaire, soit un florin par heure, soit un ducat par jour (3).

3^o On les expulsait de certaines villes, notamment de Strasbourg, tous les soirs, au son de la trompe. Ce cor portait à Strasbourg le nom de *Griselhorn* (4).

4^o Défense leur était faite de paraître en public certains jours de l'année, depuis le matin des Rameaux jusqu'au jour de Pâques (5).

5^o Défense leur était faite de se baigner dans les rivières

(1) *Quelques idées sur l'usure des Juifs d'Alsace*, p. 122-123.

(2) Malvezin, *Hist. des Juifs de Bordeaux*, p. 179.

(3) *Pétition des Juifs à l'Assemblée nationale en 1789*, p. 35.

(4) Hallez, *Des Juifs en France*, p. 305.

(5) Depping, *les Juifs au moyen âge*, p. 56.

où se baignaient les chrétiens. A l'exception du vendredi, jour où les bains publics étaient ouverts aux danseuses et aux prostituées, ces établissements leur étaient fermés en Provence et en Bourgogne (1).

6° Certaines promenades, places ou jardins publics leur étaient interdits. C'est le cas de citer la fameuse pancarte apposée à l'entrée de la promenade publique de Francfort : « Défense aux Juifs et aux cochons d'entrer ici ! (2) »

7° A Toulouse, à Béziers et dans d'autres villes, un Juif, député par la communauté, venait recevoir publiquement un soufflet, le jour du vendredi saint (3). C'est ce que, dans la langue du temps, on appelait *colaphiser* le Juif. On cite un comte de Rochechouart qui, chargé d'appliquer ce soufflet, le donna avec une telle vigueur, que, de son gantelet de fer, il fit sauter la cervelle au patient.

8° Enfin les Juifs étaient soumis au péage corporel ou « droit fourchu », ainsi nommé, parce qu'il les assimilait aux animaux sur chacun desquels on percevait un droit à l'entrée de la ville, ou à la sortie, ou encore pour passer d'une ville à une autre, d'une province à une autre.

Lémann cite un document très curieux qu'il a eu en sa possession. Le voici :

Péage de la terre de Malemort.

Péage : sur les radeaux qui descendent sur la Durance à raison de cinq sols par rame.

Pulvérage : sur chaque bœuf et cochon, et sur chaque Juif, un sol. Sur chaque trentenier de même bétail, six sols par trentenier (4).

Bédarride nous donne aussi un autre document du même genre :

Pancarte des droits qui se paient à Châteauneuf-sur-Loire, imprimée en 1576, en vertu d'un arrêt de la cour du 15 mars 1558 qui porte :

Item : un Juif doit 12 deniers. — La Juive grosse, 9 deniers. — Une simple Juive, 6 deniers. Item : un Juif mort, 5 sols. — Une Juive morte, 30 deniers (5).

Si nous passons en revue l'état des Juifs sous les princi-

(1) Cantu, *Histoire universelle*, t. VIII, p. 250.

(2) Bail, *Des Juifs au XIX^e siècle ou Considérations sur leur état civil et politique en Europe*, p. 28.

(3) Depping, *op. cit.*, p. 55-56.

(4) Lémann, *op. cit.*, p. II.

(5) Bédarride, *les Juifs en France*, p. 535-6.

paux rois de France, nous voyons qu'en dépit des lois restrictives, des édits, ordonnances, qui maintenaient les Juifs dans des limites rigoureuses, ces derniers parvenaient, malgré tout, à s'enrichir rapidement aux dépens du peuple et des grands, et qu'à chaque instant les rois devaient leur faire rendre gorge, voire même les expulser, à cause de leurs exactions qui les rendaient odieux à tous. Sur ce point, tous leurs historiens sont d'accord. Bail, lui-même, doit le reconnaître : « On est frappé de cette haine, écrit-il, de ce mépris « unanime des nations pour les Juifs. On en cherche la cause « avec une avide curiosité. C'était la conséquence nécessaire « de leur législation, de leurs prières maudissantes, des erreurs de la Cabale et des superstitions du Talmud (1). »

En 1182, Philippe-Auguste s'était vu obligé de bannir les Juifs de ses États et de confisquer leurs biens.

Voici la relation du Père Daniel : « Ils faisoient presque « tout le commerce, et la plus grande partie de l'argent du « royaume estoit entre leurs mains. Ils avoient ruiné une « infinité de bourgeois, de gentilshommes, de gens de la cam- « pagne par leurs usures et s'estoient mis en possession de « leurs biens, surtout à Paris dont ils possédoient près de la « moitié des maisons... De plus, ils recevoient en gage, pour « l'argent qu'ils prestoient à usure, des crucifix d'or et d'argent « qu'ils profanoient jusqu'à s'en servir exprès pour cela dans « leurs repas... On investit leurs Synagogues, et on leur « porta un ordre de la part du Roy, de remettre entre les « mains de ses officiers tout leur or et leur argent monnayé « et non monnayé. Il fallut obéir et se dessaisir de tout ce « qu'ils ne purent pas tenir caché ; et ils furent ainsi dé- « pouillez tout d'un coup de tout ce qu'ils avoient amassé en « plusieurs années, par une infinité de crimes et d'injustices... « On les empescha par là d'envoyer hors du royaume tant « de richesses, comme ils n'auroient pas manqué de le faire, « si l'on s'y estoit pris autrement. Quelque temps après, on « publia un édit qui déchargeoit tous leurs débiteurs de leur « payer leurs dettes, et puis un autre, par lequel il estoit or- « donné à tous ceux de cette religion de sortir de Paris. Ils « tentèrent toutes sortes de voyes pour en empescher l'exécution, par les offres immenses qu'ils firent au Roy et par « les présens dont ils taschèrent de corrompre les évêques,

(1) Bail, *Etat des Juifs*, p. 28.

« les seigneurs de la cour et les ministres. Mais le Roy tint
ferme, et excepté quelques-uns qui se firent baptiser, tous
furent obligez de quitter la ville avant la fin de juillet 1182,
qu'on leur avoit donné pour terme, afin qu'ils eussent le
temps de vendre leurs biens meubles ; car pour les im-
meubles, ils furent confisquez, la cinquième partie au pro-
fit du Roy et le reste au profit de ceux de qui les Juifs les
avoient achetez à trop bas prix (1). »

Obligé de les rappeler en 1218, Philippe-Auguste, sur les réclamations du peuple, dut rendre de nouvelles lois contre eux, car, à peine rétablis dans le royaume, ils y acquirent d'énormes capitaux qu'ils convertirent en terres (2).

Ainsi donc, les Juifs, qui à l'avènement de Philippe-Auguste possédaient des richesses considérables et la moitié de Paris, purent, une fois leurs biens confisqués, faire des offres immenses au roi et aux grands, pour faire rapporter l'édit qui les bannissait ; et rappelés en France, quelques années leur suffirent pour acquérir de nouveau des capitaux énormes. Par cet exemple se trouve résumée toute l'histoire des Juifs, de leur dispersion à leur émancipation. Et cependant, que d'édits, que d'ordonnances restrictifs les Rois rendaient, dans le but de protéger leurs sujets contre la rapacité d'Israël !

Ainsi, Philippe-Auguste défendait aux Juifs de prendre en gage les vases sacrés, les ornements d'église, les objets de literie, de labeur, les instruments nécessaires à l'exercice de la profession du débiteur. Ils ne pouvaient prêter aux chanoines, aux religieux, sans l'autorisation du chapitre ou de l'abbé. L'intérêt ne devait pas dépasser deux deniers par livre pour un mois, et le créancier n'y avait droit qu'après un an de prêt révolu. Un Juif ne jouissait pas du privilège de contrainte par corps à l'égard d'un chrétien. Il ne pouvait pas davantage le forcer à vendre et n'était libre de saisir que les deux tiers du revenu. A dater du jour de la saisie, l'usure cessait (3).

L'ordonnance de 1218 ajouta à la prohibition les fers de charrue, les animaux de labour et le blé non vanné (4).

(1) Daniel, *Hist. de France*, p. 1269 et seq.

(2) Ch. Malo, *Hist. des Juifs*, p. 253-254.

(3) Delamarre, *Traité de la police*, t. I, p. 263.

(4) Malvezin, *op. cit.*, p. 36.

Saint Louis poussa encore plus loin la prévoyance et la gesse : il défendit à ses sujets d'emprunter de l'argent aux Juifs et réprima les gains illicites de ces derniers. Une ordonnance de 1254, renouvelée plusieurs fois depuis, enjoignait aux Juifs de ne faire aucun prêt usuraire, de vivre du travail de leurs mains ou des avantages que procure un commerce égitime.

Les *Etablissements* de 1270 portent que « les meubles des Juifs appartiennent au baron » et que « nul Juif ne peut être reçu en témoignage selon le droit ». Plus tard, saint Louis réclama la propriété de tous les Juifs du royaume, comme étant *aubains*, et la coutume d'Anjou disait : « Les neubles au Juif sont au Roy ».

Les Juifs étant propriété seigneuriale, le prince et les hauts arons ne les autorisaient pas à sortir de leurs terres. Leur situation légale, pourtant, était confuse et indéterminée. Tantôt ils étaient considérés comme serfs, mais non pas *adscripti glebae*, attachés à la glèbe, puisqu'ils ne cultivaient pas la terre et n'habitaient pas la campagne ; ils étaient pour le seigneur, propriété mobilière, qu'il pouvait vendre à son gré (1).

Saint Louis leur défendit le blasphème, l'usage des sortilèges, et ordonna de détruire le Talmud. Soucieux de les convertir au christianisme, il résista aux sollicitations de son peuple qui lui demandait l'expulsion des juifs. Il adoptait tous les enfants des Juifs convertis et leur assignait, sur sa propre épargne, une pension journalière dont ils disposaient toute leur existence, avec reversibilité en faveur des veuves et même des autres héritiers, s'ils entraient dans le giron de l'Eglise (2).

Toutes ces précautions et ces générosités furent en pure perte, et durant sa captivité, Louis IX dut envoyer en France l'ordre d'expulser tous les Juifs de ses Etats. Malgré toutes ces défenses, on vit néanmoins, dans quelques provinces, surtout en Languedoc, des Juifs parvenir à la magistrature, et, chose presque incroyable, presque partout ils avaient à leur service des esclaves chrétiens (3).

Philippe le Hardi rappela les Juifs en 1275. Ils redevinrent

(1) Malvezin, *op. cit.*, p. 33.

(2) Bégin, *Hist. des Juifs dans le nord-est de la France*, p. 252-253.

(3) Malo, *Hist. des Juifs*, p. 257-8.

aussitôt, sous son règne, riches et puissants. Philippe le Bel, à son avènement, les chassa et mit leur tête à prix. Il lui fallut, cependant, les rappeler et les subir un certain temps, jusqu'à ce que leurs exactions l'obligeassent à prononcer un nouvel édit contre eux, en 1311 : « Il est venu à nos oreilles, dit « le roi, par une clameur digne de foi, que les Juifs que nous « avions chassés à cause de leurs crimes affreux, et que nous « n'avons momentanément rappelés qu'en cédant aux prières « de leurs débiteurs, trompent audacieusement les chrétiens, « oppriment et vexent les veuves et orphelins, tourmentent « tout le monde par des procès injustes, et se font, à l'aide de « terreurs et de menaces, donner de fortes sommes d'argent « et, en conséquence, nous ordonnons qu'on les chasse (1). »

Louis X les rappela en 1314, mais fixa la durée de leur séjour à 12 ans, et exigea d'eux une forte somme. Ils purent se livrer de nouveau au commerce et recouvrer leurs anciennes créances ; mais l'usure leur fut interdite et ils ne pouvaient prêter que sur gages.

Philippe le Long les bannit en 1330. C'est à cette époque qu'ils inventèrent la lettre de change. Le registre de la Chambre des comptes de Paris, intitulé *Judæi*, et qui remonte à Philippe le Bel, en donne la preuve.

On rappela les Juifs sous le règne de Jean le Bon, car il fallut donner 600.000 écus d'or pour payer sa rançon. Ils obtinrent, à cette occasion, de grands priviléges commerciaux dont ils abusèrent aussitôt, et leur rappel n'empêcha point le Roi de mourir en captivité.

« On prétend, écrit Bail, que les Juifs amassèrent, depuis « la captivité du roi Jean jusqu'à l'avènement de Charles V, « 17 millions de livres, monnaie d'argent, qui en vaudrait « environ 136 aujourd'hui (2). »

Indépendamment de la somme qu'ils durent payer globalement, chaque chef de famille fut taxé à 12 florins d'or, en entrant dans le royaume, à 6 florins par an pour droit de résidence, plus un florin pour contribution personnelle. Le roi leur défendit expressément l'usure. Nous venons de voir quel en fut le résultat. À son avènement, Charles VI permit aux Juifs étrangers d'entrer dans le royaume, moyennant 2 florins ; mais il défendit aux Juifs de faire emprisonner les

(1) Bégin, *op. cit.*, p. 262.

(2) Bail, *op. cit.*, p. 105. Bail écrivait en 1820.

chrétiens pour dettes et aux juges de leur accorder des lettres de *debitis* (1).

Les seize années de prorogation de séjour que Charles V avait accordées aux Juifs ne devaient expirer qu'en 1396, « mais les crimes et les abominations, écrit Delamarre, « qu'ils commettaient tous les jours, obligèrent Charles VI « d'anticiper ce terme ». Il le fit par lettres patentes du 17 septembre 1394 : « Que dores en avant, nul Juif ou Juive ne « habitent, demeurent ou conversent en nostre dict royaume, « ne en aucune partie d'iceluy, tant en Langue doyl comme en « Langue doc. » Et ce, à peine de vie (2).

Mais Charles VI n'oublia pas, en cette circonstance, qu'il était le roi : « Je n'entends pas, écrivit-il au Prévôt de Paris, « que l'on maltraite les bannis, ni qu'on pille leurs biens « mis sous ma protection. » Il leur accorda deux années pour le recouvrement de leurs créances, et « des officiers royaux, « avoue Th. Reinach, furent chargés de veiller à leur remboursement exact et d'accompagner les émigrants jusqu'à « la frontière, pour les protéger contre les excès populaires » (3). Le Prévôt de Paris fut chargé de veiller à l'exécution de cet édit et de dresser inventaire de tous les effets qui se trouveraient dans leurs maisons à leur départ.

Ne nous étonnons pas, après cela, de lire sous la plume de Th. Reinach cette phrase dictée par la reconnaissance d'Israël : « (Les Juifs) furent quelque temps protégés contre les « excès du fanatisme populaire par l'avidité des rois qui les « exploitent comme des intermédiaires financiers entre le contribuable et le fisc (4). »

A partir de cette époque, le rôle d'Israël, au point de vue commercial, décline pour bientôt disparaître. La concurrence

(1) *Ordonnances des années 1383, 1387 et 1388 : Le Livre Rouge ancien du Châtelet de Paris*, fol. 28, 94 et 118.

(2) Delamarre, *Traité de la police*, t. I., p. 266.

(3) Th. Reinach, *Hist. des Israélites*, p. 169.

(4) Id., *Ibid.*, Préface, p. XIII. Il est difficile de ne pas faire de rapprochement entre les édits de Philippe le Bel et de Charles VI et la liquidation des biens des congrégations, sous la République française ; les premiers remboursant exactement aux Juifs leurs créances et protégeant leurs biens, ne distayant au profit du roi qu'un cinquième des confiscations, le surplus remis aux débiteurs ; la seconde, rapportant quarante millions sur un actif d'un milliard. Les biens des Juifs provenaient d'un vol ; ceux des congrégations, de ce qui leur restait du vol accompli par la Révolution à leur détriment, et à elles garantis par le Concordat.

des peuples chrétiens est née, et dès le règne de Charles VII, c'est un Français, Jacques Cœur, qui prêtera au roi les sommes nécessaires pour terminer la guerre de Cent Ans et entreprendre les travaux d'utilité publique.

Les Juifs resteront, ce qu'ils sont encore de nos jours : des intermédiaires et des financiers, c'est-à-dire des frelons. Leur puissance commerciale au moyen âge venait de ce qu'ils étaient seuls à pratiquer le commerce. Avec la concurrence, leur supériorité a disparu. N'est-ce pas le cas de la puissance anglaise, dont le pavillon commercial a flotté en maître durant deux siècles, faute de concurrence, mais qui doit aujourd'hui céder la place à des rivaux ?

On ne trouve plus, à partir de leur expulsion par Charles VI, des Juifs en France qu'à Metz, ville libre où ils conservèrent leurs priviléges, confirmés par lettres patentes de Henri IV, de Louis XIII et de Louis XV ; en Alsace, lorsque cette province fut réunie à la couronne ; dans le sud-ouest de la France, à Bordeaux, à Bayonne et à Avignon, encore au pape. Mais les Juifs de Bordeaux étaient déguisés sous la dénomination de « nouveaux chrétiens », de « marchands portugais et espagnols ».

Louis XI leur permit de prendre des biens ruraux en hypothèque pour les sommes qu'ils prêtaient ; mais il leur défendit de séjourner à Paris sans autorisation de la police, autorisation qu'il fallut renouveler tous les trois mois (1).

Les lettres patentes de Henri II, en 1550, leur concèdent à nouveau le droit d'autonomie en diverses provinces : on les classait alors par catégories : *Juifs établis, Juifs tolérés, Juifs octroyés*.

Quelques Juifs avaient échappé au bannissement, en Guyenne, grâce à l'occupation anglaise, lors de la guerre de Cent Ans. Ils en furent chassés lorsque les rois de France y replantèrent leur bannière. Il en fut de même pour l'Aquitaine et la Provence en 1451 et en 1481 ; et ceux qui échappèrent au massacre de 1484 durent, en 1502, obéir aux édits de Louis XII qui étendaient aux provinces nouvellement conquises l'ordre de bannissement de Charles VI. Il n'y eut plus alors aucune juiverie dans le royaume de France. On ne les rappela plus depuis 1394 ; et exception faite pour les Juifs

(1) Bail, *op. cit.*, p. 43.

de Metz et d'Alsace, les Juifs ne posséderent plus d'existence légale en France jusqu'à la Révolution (1).

Lors de l'expulsion des Juifs d'Espagne par les Rois Catholiques, un certain nombre d'entre eux profitèrent des facilités accordées par Louis XI pour venir se fixer à Bordeaux. Ils seignaient d'être convertis, et furent, depuis, connus dans le sud-ouest sous le nom de « nouveaux chrétiens ». On les appelait aussi les « Portugais ». Mais ces conversions n'étaient que simulées, et jusqu'à leur émancipation, en 1791, ils judaïsaient en secret, bien qu'ils se prétassent extérieurement à toutes les cérémonies du culte catholique. Leur culte ayant été reconnu officiellement par Napoléon, ils sont revenus ostensiblement au judaïsme, non sans avoir toutefois jeté le masque pendant la Révolution.

C'est de ces Juifs espagnols et portugais ou nouveaux chrétiens que nous allons parler. Ils obtinrent de Henri II, en 1550, des lettres patentes, datées de Saint-Germain-en-Laye, du mois d'août, et qui leur permettaient de résider « dans « les villes et lieux à leur convenance, et ce, avec femmes, en- « fants, serviteurs, facteurs et entremetteurs ; d'y apporter et « posséder meubles et marchandises ; d'y trafiquer et acquérir « meubles et immeubles, soit par succession, donation ou au- « trement, d'y disposer par testament et donation, comme s'ils « étaient originaires du royaume ; en un mot, d'y jouir de « tous les droits et priviléges des habitants des villes où ils « demeureront. Ils ne sont astreints à payer aucune fi- « nance (2). »

Oubliés pendant la Saint-Barthélemy, les Juifs espagnols et portugais de Bordeaux coururent de grands dangers durant les guerres de religion. Accusés d'avoir voulu livrer Bordeaux à l'armée espagnole qui l'assiégeait, ils durent, sur arrêt du Parlement, en janvier 1597, quitter le quartier qu'ils habitaient, comme étant trop près des murailles, et venir loger au centre. Quant aux nouveaux venus, ils furent obligés de sortir de Bordeaux, mais on leur permit de rester dans le ressort.

Des lettres patentes de Henri IV, du 7 janvier 1602, enjoignirent aux Juifs espagnols et portugais, dits « nouveaux chrétiens », de sortir du gouvernement de Bayonne, pendant

(1) Malvezin, *op. cit.*, p. 47-48.

(2) Malvezin, *Hist. des Juifs à Bordeaux*, p. 108.

la guerre avec l'Espagne ; mais les lettres patentes ne recurent pas d'exécution.

Le 23 mai 1615, la régente Marie de Médicis faisait rendre, au nom de Louis XIII, des lettres patentes ordonnant aux Juifs *déguisés ou autrement* de vider le royaume sous peine de vie. Les Juifs de Bordeaux échappèrent au bannissement, quoique *déguisés*, grâce à la protection de Montalte, médecin Juif de Marie de Médicis (1).

Une délibération du Parlement de Bordeaux admit les « Marchands Portugais » à la bourgeoisie, et fixa à 300 francs la somme à payer pour être reçus bourgeois. Mais comme on se méfiait d'eux à juste titre, *on les dispensait du guet et de la patrouille*, et on les taxait à 4 livres par mois, pour la réparation du corps de garde et le paiement du tambour, de la chandelle et du bois du poste (2).

Louis XIV, par lettres patentes de décembre 1656, confirma les priviléges accordés aux Juifs Portugais de Bayonne et de Bordeaux. Mais, sur les plaintes portées par les anciens bourgeois, contre la trop grande facilité avec laquelle les jurats accordaient à ces Juifs le droit de bourgeoisie, un arrêt du Conseil du 9 août 1662 vint casser plusieurs de ces réceptions faites depuis 20 ans à ces « Nouveaux Chrétiens (2). »

A la fin du XVII^e siècle, de nombreux *Marranes*, fuyant l'Inquisition d'Espagne et de Portugal, vinrent grossir le nombre des « Nouveaux Chrétiens » de Bordeaux.

En résumé, au commencement du XVIII^e siècle, les Juifs n'avaient d'existence légale en France qu'à Metz, en Alsace, et à Avignon, encore au Pape. Quant aux Juifs de Bordeaux, ils n'étaient reconnus qu'en qualité de « Nouveaux Chrétiens ».

Une lettre du procureur général du Parlement de Bordeaux, adressée le 28 mars 1758 à M. de Moras, ministre de la marine, nous fixe sur leur situation : « Les Juifs doivent être re- « gardés dans ce royaume et autres pays de la domination « de S. M. comme régnicoles, et comme tels, capables de « tous effets civils, en vertu de diverses lettres patentes qui « ont été accordées par nos rois depuis plusieurs siècles... « Je ne pense pas que les Juifs qui ont un domicile fixe en

(1) Malvezin, *Hist. des Juifs à Bordeaux*, p. 121-123.

(2) Malvezin, *op. cit.*, p. 123, 129.

(3) Malvezin, *op. cit.*, p. 130-131.

« France, puissent être considérés comme *aubains* (1). » Malgré les nombreux droits dont ils jouissaient, les Juifs de Bordeaux désiraient, cependant, obtenir encore deux choses : la première, de faire consacrer la tolérance qui leur laissait exercer leur religion ; la seconde, de faire tomber les restrictions au droit d'habiter en France, car les lettres patentes ne les autorisaient à résider qu'en Guyenne. Ils envoyèrent à cet effet à Paris un agent, Rodrigues Pereire, qui obtint de Louis XVI, en juin 1776, des lettres patentes leur accordant cette autorisation. Dès lors, les Juifs portugais et espagnols et ceux d'Avignon, domiciliés à Bordeaux, jouirent de la plénitude des droits civils appartenant aux autres régnicoles ; ils jouissaient, en outre, d'une tolérance bienveillante dans l'exercice de leur culte (2). Ils n'étaient pourtant pas encore satisfaits ; et voici les principaux desiderata qu'ils formulèrent dans le Mémoire présenté à Malesherbes en 1788, par leurs députés Lopès-Dubec, Furtado et Fonseca :

1^o Le maintien des priviléges accordés en 1550 aux Espagnols et Portugais de Bordeaux et de Bayonne ;

2^o Le droit d'établissement des Juifs dans toute l'étendue du royaume ;

3^o La célébration des mariages Juifs suivant les rites et usages judaïques, mais avec interdiction expresse de la polygamie ;

4^o Le maintien du divorce ; 5^o et 6^o le règlement des fiançailles et du mariage ;

7^o, 8^o, 9^o Les déclarations pour naissance, mariage et décès faites aux juges royaux ;

10^o Le mode de partage des successions, selon la loi de Moïse pour les Allemands ;

11^o, 12^o Le droit d'exercer toutes professions, notamment celles de chirurgien et de médecin ;

13^o Le droit de posséder et cultiver des fonds de terre ;

14^o Le droit de transmission de biens, donations et testaments avec toutes personnes ;

15^o Les Juifs continueront, comme par le passé, d'avoir leurs synagogues, leurs rabbins, leurs écoles et leurs cimetières ; leurs enfants seront admis dans les collèges et universités ;

(1) Malvezin, *op. cit.*, p. 229.

(2) Malvezin, *op. cit.*, p. 238.

16^o L'admission des négociants Juifs aux Chambres de commerce;

17^o Leur admission aux charges municipales;

18^o Le droit de statuer sur les admissions nouvelles de Juifs demandant à s'établir dans le royaume;

19^o La continuation du passé pour le paiement des impositions royales et de la taxe des pauvres;

20^o Un certain droit de juridiction, de conciliation entre Juifs, et la réserve formelle des cas de divorce pour l'Assemblée de la nation.

« En résumé, écrit Malvezin, le système présenté par les députés Lopès-Dubec et Furtado laissait subsister une différence légale considérable entre les Juifs et les autres Français pour les mariages et le divorce, et, en certains cas, pour les successions ; continuait à constituer une nation particulière avec des droits et des priviléges particuliers ; enfin consacrait, même entre coreligionnaires, une différence entre les Portugais et Espagnols, d'une part, les Avignonnais, Allemands et Italiens, de l'autre (1) ». On remarquera que le Mémoire est muet sur l'autorisation de servir dans les armées. Israël est fidèle à son sang.

C'est toujours le système immuable adopté par le Juif : il réclame le droit commun ; pas d'exceptions, pas de priviléges. Puis, le droit commun à lui accordé, le Juif réclame aussitôt des priviléges qui lui permettent de vivre suivant ses lois ; en un mot, *de constituer une nation dans la nation*.

Nous consacrerons notre prochaine étude aux Juifs de Metz et d'Alsace, dits Juifs allemands, et au projet de leur émancipation graduelle par Louis XVI.

G. DE LAFONT DE SAVINES.

(A suivre.)

(1) Malvezin, *op. cit.*, p. 243-254.





Le général Santerre

SOUT le faubourg Saint-Antoine se passionna pour les touchantes amours du « beau Santerre » et de Mademoiselle François.

C'était en 1772. Santerre avait vingt ans (1) ; il venait d'acheter la *Brasserie de l'Hortensia*, au n° 9 actuel de la rue de Reuilly ; ses affaires étaient prospères, sa bière brune fameuse ; il avait les plus beaux chevaux de Paris, dont l'un même passait pour une manière de phénomène : on le nommait Sans-Pareil ; il était de race percheronne, si grand, si gras, si puissant, qu'un forain l'empruntait à son propriétaire pour l'exhiber, « déguisé en éléphant » (2).

Comment concevoir que le brasseur François refusât sa fille à un homme aussi favorisé de la fortune ? Pourtant, François s'entêtait à ne vouloir point de Santerre pour son gendre, et Santerre, fort épris, se désespérait. Son désespoir devint même si profond que le pauvre garçon résolut, un beau jour, d'en finir avec la vie. Il se rendit sur le pont de la Tournelle, bien décidé à se noyer ; mais dans l'instant précis qu'il franchissait le parapet, un passant le saisit au vol par une jambe et le retint.

L'événement fit du bruit dans le faubourg. On prit encore plus

(1) Il était né rue Censier, paroisse Saint-Médard, en 1752, et avait un frère et une sœur plus âgés que lui.

(2) A. CARRO, *Santerre général de la République française*. Paris, 1869.

d'intérêt à l'idylle. M^{me} François, de son côté, se morfondait et dépérissait à vue d'œil ; il fallut consulter un médecin ; son ordonnance fut qu'on mariât la jeune fille au plus tôt. Le père, cette fois, céda, et le quartier Saint-Antoine put enfin admirer au passage le couple heureux qui s'allait promener le dimanche au Jardin des Plantes, qu'on appelait alors le Jardin du Roi.

Hélas ! ce bonheur, si péniblement acquis, devait être éphémère : à peine mariée depuis quelques mois, M^{me} Santerre mourait.

Santerre resta cinq années fidèle à sa mémoire, puis, en 1778, épousa M^{me} Deleinte, la plus jeune des vingt-six filles (1) d'un riche bijoutier de la rue Bourg-l'Abbé, fort engoué de noblesse, et qui avait acheté la seigneurie d'Arcueil pour satisfaire ce goût innocent et niais.

La seconde M^{me} Santerre réservait à son époux une surprise bien désagréable : trois ou quatre jours après la cérémonie, elle lui fit l'aveu tardif et cruel qu'elle ne l'aimait point. Le pauvre homme s'efforça consciencieusement mais sans succès de conquérir cette personne mal gracieuse : elle demeura toute sa vie incommodé et acariâtre, et même elle ne semble guère s'être montrée tendre mère avec les trois fils qu'elle donna à son mari.

Santerre était, on le conçoit, très malheureux. Il le fut pendant onze ans, et il ne fallut rien moins que la prise de la Bastille pour lui procurer une salutaire diversion ; non que sa femme pérît dans ce mémorable événement, mais parce que notre héros y trouva, à défaut de satisfactions domestiques, celles que donnent la popularité et ses faciles glorioles.

Il ne prit, à dire vrai, aucune part à l'assaut de la forteresse et son rôle se borna à prêter ses chevaux pour transporter la paille destinée à incendier le pont-levis ; mais les combattants, altérés par l'effort de cette chaude journée, se souvinrent de la bière brune de l'*Hortensia*, dont Santerre était prodigue. Aussi on apporta chez lui les clefs de la Bastille, les chaînes trouvées dans les cachots ; on amena rue de Reuilly deux prisonniers, que la foule avait délivrés, qu'elle promenait depuis le matin en voiture par les rues et qu'on dut enfermer le lendemain à Charenton.

Le seul titre de Santerre à la gloire était d'avoir désaltéré les vainqueurs de la Bastille et hébergé deux idiots. Il n'en fallut pas

(1) Il n'en survivait que six en 1778.

davantage pour que, le soir même du 14 juillet, on l'acclamât commandant de la garde bourgeoise du district, et pour que le scrutin du 29 août le confirmât dans son grade par 332 voix contre 85, réparties entre quatre rivaux (1).

A dater de ce jour, Santerre fut célèbre ; il devint le « gros père du faubourg », surnom que justifiait sa bonne mine « épanouie et jouffue ». On le vit plus souvent à Versailles, aux Tuileries, au Champ-de-Mars que rue de Reuilly ; sa brasserie n'eut plus de maître, ce qui ne fut point précisément favorable à ses affaires. La gloire l'affolait : pour soigner sa popularité, il accapara pendant l'hiver de 1792 tout le riz disponible, acheta un troupeau de moutons, transforma ses cuves en marmites, et distribua « 150.000 francs de ragoût ». Quiconque se présentait recevait gratis une portion de fricot copieusement arrosée de bière.

Le 20 juin, Santerre ne manqua pas de se montrer aux Tuileries. Il pénétra jusqu'en la chambre du Conseil, où la reine ayant le Dauphin à sa gauche et Madame Royale à sa droite, se tenait debout derrière la longue table qui seule la protégeait contre les fureurs de la foule. « Tenez, les voilà ! » disait Santerre en montrant la Reine et ses enfants à ceux qui le suivaient. Et ses admirateurs l'acclamaient, criant : « Vive Santerre ! »

Le peuple l'adorait, et le lui prouva, dès le 10 août, en le nommant général de la garde nationale de Paris, en remplacement de Mandat, massacré et jeté à la Seine par les émeutiers.

Promu à cette dignité nouvelle, Santerre conduisit, le 13 août, la famille royale au Temple ; il y revint le 20 janvier 1793, avec Garat, ministre de la Justice, chargé de signifier à Louis XVI le rejet du sursis de trois jours que le roi avait sollicité pour se préparer à la mort. Santerre « s'approcha de Sa Majesté et lui dit à demi-voix et d'un air riant : « Voici le conseil exécutif » (2). Enfin le 21 janvier, Santerre commandait la force armée qui escorta le roi à l'échafaud.

Dès 5 heures du matin, on entendit battre la générale. A 9 heures le bruit augmenta ; dans la tour il y eut des allées et venues ; des portes s'ouvraient et se refermaient avec fracas ; puis, presque aussitôt, Santerre parut, flanqué de sept ou huit commissaires, et à la tête d'une dizaine de gendarmes.

Le roi se montra sur la porte de son cabinet.

(1) *Archives de la Guerre.*

(2) *Mémoires de Cléry.*

— Vous venez me chercher ? demanda-t-il

— Oui, répondit Santerre.

Le roi fit quelques préparatifs, puis, regardant Santerre :

— Partons, dit-il.

Il descendit, prit place, avec l'abbé Edgeworth de Firmont, et trois soldats, le fusil chargé, dans une voiture vert sombre qu'en-tourait une force armée considérable ; car la Convention, redoutant un coup de main, avait pris, d'accord avec la Commune de Paris, des mesures exceptionnelles. Devant les gendarmes à cheval et les gardes nationaux, le glorieux Santerre caracolait sur l'un de ses plus beaux chevaux. Les lourdes pièces d'artillerie, deux par deux, cahotées sur les gros pavés inégaux, précédaient immédiatement la voiture dont les glaces relevées laissaient vaguement entrevoir la silhouette du roi, avec son chapeau rond rabattu.

La marche dura près de deux heures, dans le plus profond silence. Sur la place de la Révolution, la voiture « s'arrêta au milieu d'un grand espace vide qu'on avait laissé autour de l'échafaud ; cet espace était bordé de canons. Au delà, tant que la vue pouvait s'étendre, on voyait une multitude en armes » (1).

Santerre, ce jour-là, fut occupé tout entier par le sentiment de l'importance que lui conférait son grade. Cela flattait sa vanité de parler au roi, de le traiter avec une sorte de pitié condescendante. Plusieurs fois, pendant le trajet, il avait fait arrêter la voiture « pour s'informer si le condamné n'avait rien à demander ». Devant le Garde-Meuble (aujourd'hui le ministère de la Marine), passé la rue Saint-Florentin, il avait encore fait arrêter, et « s'approchant encore une fois de la portière, s'était informé si l'on n'avait rien à écrire, à dire, si l'on voulait parler. On lui avait répondu non ».

C'est là, du moins, ce que raconta Santerre, le soir du 21 janvier, en souplant au Temple, avec quelques officiers, à la table des commissaires de service. Cléry, encore en larmes, avait pris place en face du municipal Goret, qui avait eu beaucoup de peine à l'entraîner.

Santerre parlait « sans affecter la satisfaction, mais d'un ton très dégagé » ; il rapporta en détail les événements auxquels il s'était trouvé mêlé : « Quand on fut au pied de l'échafaud, le roi demanda à prier seul et resta dans la voiture : il en descendit, sans aide, au bout de cinq minutes. » Au moment de se laisser lier les mains, dépouiller de son habit, couper les cheveux, le roi fit quelques dif-

(1) *Relation de l'abbé Edgeworth de Firmont.*

ficultés. Parvenu sur l'échafaud, il voulut parler ; des cris : « grâce ! » s'élevaient parmi la foule ; aussitôt, Santerre leva son sabre, et un roulement de tambours monta, étouffant la voix du condamné. Celui-ci frappa du pied, chercha à leur imposer silence. Sanson, — qui, depuis quarante ans qu'il était titulaire de sa charge, consentait pour la première fois à opérer en personne, — s'empara de sa victime, la poussa sur la planche, qui bascula...

Ce roulement de tambours valut à Santerre le surnom d'*infâme Santerre*, que l'histoire lui a conservé. Et pourtant, rien ne prouve qu'il l'ait réellement ordonné. Sans doute il s'en est, à mainte reprise, glorifié ; mais il est à peu près certain que l'ordre émanea du général Berruyer, qui commandait en chef ce jour-là et qui, rendant compte de sa mission aux commissaires de la Convention, réunis sur le balcon au premier étage du Garde-Meuble, leur dit textuellement :

— Savez-vous que Capet a voulu parler au peuple, que cet imbécile de Santerre a perdu la tête et laissait faire, et que, si je n'avais pas commandé aussitôt un roulement de tambours pour étouffer la voix du tyran, je ne sais ce qui serait arrivé (1) ?

Il y aurait donc eu, de la part de Santerre, simple vantardise, très conforme d'ailleurs à son caractère, et qui le servit, car, sans mérite ni gage d'aucune sorte, il fut coup sur coup nommé maréchal de camp et général de division.

On le vit alors, triomphant et glorieux, se pavanner dans des uniformes chamarrés. Sa vanité le porta bientôt à croire qu'il possédait les talents d'un éminent tacticien. Commander la garde nationale ne suffit plus à son ambition démesurée et comique ; il lui fallut un ennemi à vaincre et c'est sur les champs de bataille qu'il rêva de se signaler.

Précisément, les Vendéens embarrassaient fort la République. Santerre dressa contre eux un plan génial, qu'il s'empessa, le 23 mars 1793, de communiquer au Comité de Sécurité générale. Il s'agissait de réquisitionner toutes les voitures qu'on pourrait trouver, d'y faire monter 20.000 Parisiens, de les mener à toute bride dans les départements insurgés ; ils s'empareraient des prêtres, des nobles, des « scélérats » enfin ; feraient entendre aux bons cultivateurs « le langage de la raison et de la fraternité » et, le calme rétabli, rentreraient dans la capitale.

Le 13 mai, à la barre de la Convention, il développait le même

(1) *La Quotidienne*, du 27 janvier 1820.

plan, qu'il déclarait, avec une naïve fierté, « avoir conçu lui-même », mais mûri et étendu : au lieu de 20.000 hommes, c'était 100.000 qu'il projetait de lancer contre les chouans avec 80 pièces de canon, persuadé que la vue seule de cette force armée suffirait à disperser les rebelles et que, pour les exterminer, il ne faudrait pas plus de huit jours, voyage compris. Et cela fait, rien ne serait plus aisé que de transporter les 100.000 hommes sur la côte anglaise (car il allait de soi qu'il n'y aurait ni tués ni blessés), pour faire un appel au peuple de Grande-Bretagne.

Mais le plus singulier encore, c'est que la Convention fit remettre à Santerre, le 18 mai, une commission de commandement pour l'armée de l'Ouest !... Trois jours plus tard, le 21, notre général passait en revue, à Orléans, « le flot » des recrues parisiennes, qui se montaient à 168 hommes, et n'avaient pu réquisitionner que deux voitures. On était bien loin des 100.000 hommes prévus par Santerre ; mais il faut dire que beaucoup, alléchés par l'appât des 200 livres que la Commune offrait à titre d'indemnité, avaient promis de partir, qui, au dernier moment, refusèrent de passer les barrières. Au reste, notre général ne perdit point pour cela confiance en son étoile : sachant que 10.000 volontaires occupaient Saumur, il courut se mettre à leur tête, suivi des quelques bataillons qu'il avait « ramenés en poste de Paris ».

Il était à peine dans Saumur (9 juin), que l'armée vendéenne fit une brusque irruption, s'empara des hauteurs qui dominent le château, prit à revers les avant-postes républicains, et entra victorieuse dans la ville où 8.000 patriotes se trouvèrent prisonniers. Santerre s'enfuit à toutes jambes, sous prétexte de sauver la caisse ; puis, trop modeste pour s'attribuer les mérites de ce haut fait d'armes, il mit tout sur le compte de ses collaborateurs, ne songeant, pour sa part, qu'à prendre une éclatante revanche.

L'occasion s'en offrit le 17 juillet. L'armée républicaine campait à Vihiers, à 9 lieues 1/2 de Saumur, malgré les représentations du général Turreau, qui pressentait les dangers de cette position. Les chouans attaquèrent à 4 heures du soir, et la nuit mit fin au combat, dont le résultat demeura indécis. Le lendemain, les Vendéens revinrent à la charge, animés d'une fureur nouvelle, et la journée se termina par la plus complète déroute des républicains. Quand, trois jours après, ils voulurent se rallier à Chinon, à quinze lieues du champ de bataille, ils ne se comptèrent que 4.000 hommes.

On pensera peut-être que Santerre dut, ce coup-là, perdre ses

illusions. Point du tout : il accusait la chance et escomptait encore une revanche.

Le 2 septembre, les représentants du peuple en mission à l'armée de l'Ouest étaient à Saumur, que les chouans venaient d'abandonner. Ils y réunirent un conseil de guerre, composé de onze représentants du peuple et onze officiers généraux, pour arrêter un plan de campagne et décider si la principale attaque se ferait par Saumur ou par Nantes.

La marche de la garnison de Mayence, dont on attendait les plus heureux résultats, était soumise aux conclusions du conseil : elle devait pénétrer en Vendée par Doué, si l'on attaquait par l'est, ou se porter sur Nantes, si l'on attaquait par l'ouest. Dans le premier cas, elle passait sous le commandement de Rossignol ; dans le second, sous celui de Canclaux ; mais de toute manière renforçait la division qui livrerait la principale attaque.

Quelques généraux insistaient pour qu'on attaquât par Doué ; le « citoyen Santerre, » — comme l'appelle dédaigneusement Turreau — présenta, toujours confiant dans l'excellence de son génie stratégique, un plan dont il est regrettable que l'histoire ne nous ait pas conservé le détail, mais qui fut rejeté à l'unanimité « parce qu'il n'était pas militaire » (1). On adopta le plan du général Canclaux, qui, en faisant attaquer par l'ouest, se trouvait naturellement chargé de diriger toutes les opérations ; puis le conseil se sépara, sans avoir rempli son programme, qui était de combiner un plan de campagne général.

L'armée de Mayence se rendit à Nantes ; Santerre, qui commandait la division de Doué, et le général Duhoux à la tête de celle d'Angers, reçurent l'ordre de se porter en avant et de marcher sur Cholet.

Santerre, avec 6.500 hommes de troupe régulière et 8 à 10.000 volontaires, partit de Vihiers vers Coron. Le réveil avait été donné à 5 heures, mais il en était 9 quand les hommes consentirent à se mettre en route, après avoir pris le temps de boire de l'eau-de-vie.

Les troupes étaient disposées sur une seule colonne.

Le général Turreau, avec sa brigade, tenait la tête.

Arrivé à portée de canon du village, situé dans un bas-fond, Turreau apprit que Coron était occupé par les chouans ; mais ce n'était « qu'un parti assez faible, qui céda à la charge de quelques

(1) *Mémoires du général Turreau.*

hussards et se retira ». Turreau en fit rendre compte aussitôt au citoyen Santerre, lui demandant des ordres. Il les attendit en vain.

Turreau insista pour qu'on s'arrêtât à l'entrée du village et qu'avant d'y pénétrer on s'assurât que l'ennemi n'avait point simulé une retraite pour amener les républicains à quitter les hauteurs avantageuses dont ils étaient maîtres. Santerre dédaigna cet avis, et la marche reprit.

Turreau descendit dans le village. Au même instant, il connut par ses éclaireurs que l'ennemi s'avancait rapidement et en forces. Il était trop tard pour reculer et reprendre la position qu'on venait d'abandonner. Faute de mieux, Turreau s'empara rapidement d'une éminence qui dominait Coron, et se hâta d'instruire Santerre de ses mouvements et de l'approche de l'ennemi, qu'il alla reconnaître.

Les dispositions des Vendéens étaient déjà prises : ils formaient le croissant, et les trois pièces de huit placées à leur centre balançaient l'effet des deux pièces de douze et des deux obusiers que les républicains avaient dressés en batterie sur la grand'route.

L'affaire ne dura pas plus d'une heure. L'armée républicaine fut rompue et mise en déroute ; elle perdit peu de monde, parce que la brigade de Turreau avait eu seule à souffrir — lui-même avait été renversé sous son cheval et blessé ; — mais les royalistes s'emparèrent de presque toute l'artillerie, de plusieurs fusils et d'une prodigieuse quantité de piques et de sabots que les volontaires abandonnaient sur le champ de bataille pour alléger leur fuite.

Santerre avait fait preuve, dans cette circonstance, de la plus noire incurie et d'une désolante ignorance ; mais ce serait mal le connaître que de croire qu'il accepta la responsabilité de la défaite. Il la rejeta toute sur le général Turreau. Celui-ci, il est vrai, ne se laissa pas faire. « Sans oser lutter d'opinions militaires avec le citoyen Santerre », il se permit de lui observer qu'un officier général doit être à la tête de la colonne qu'il commande ; qu'au premier rapport de l'approche de l'ennemi, il doit aller le reconnaître, indiquer la position que doit prendre l'armée, ordonner le déploiement de ses colonnes « parce que, ajoutait avec raison Turreau, l'on ne se bat pas ordinairement en ordre de colonne ».

Au surplus, il était de fait que Turreau — il ne manqua point de le faire remarquer — n'avait pas vu, durant toute l'affaire, le citoyen Santerre ; qu'il n'avait reçu aucun ordre de lui, qu'il avait dû obéir à un général de brigade plus ancien que lui-même (Ronsin) et aux représentants du peuple, et prendre sur soi de faire déployer

sa brigade, sans quoi elle se serait battue en colonne comme le reste de l'armée (1).

Santerre, cette fois, était mortifié. Néanmoins, il se trouva un peu réconforté en apprenant que son nom seul répandait la terreur parmi les Vendéens, sans doute à cause du rôle odieux qu'il s'attribuait dans les événements du 21 janvier. Terreur dangereuse, d'ailleurs, pour celui qui l'inspirait ; car Santerre sut, presque en même temps, que les Vendéens avaient fabriqué une cage de fer où ils comptaient l'enfermer et le brûler vif s'il leur tombait entre les mains !

Notre héros goûta peu ce redoutable projet ; il éprouva soudain l'impérieux désir de revoir « son bon peuple du faubourg Antoine » ; le 4 octobre il quittait l'armée, arrivait le 7 à Paris, en chaise de poste attelée de quatre chevaux.

Son entrée au faubourg fut un triomphe. Dès la place de la Bastille, il fut reconnu, acclamé. Les femmes sortaient sur les portes, s'appelaient : « C'est lui ! C'est Santerre !... » La nouvelle se répandait dans tout le quartier ; les hommes accourraient dans la rue ; des cris s'élevaient : « Vive le général !... Vive notre gros père (2) !... » On entoura sa voiture ; ce fut à qui l'approcherait, lui serrerait la main.

Depuis longtemps, Santerre n'avait pas éprouvé une telle joie ; cet accueil enthousiaste et flatteur le dédommageait de ses échecs en Vendée ; il se félicitait de l'heureuse inspiration qu'il avait eue de revenir parmi des gens qui savaient l'apprécier.

Comme il mourait de fatigue et de faim, on lui permit de s'asseoir à table. Il s'installa, laissant toutes les portes ouvertes ; et pendant qu'il dinait, ses admirateurs, entrant par le faubourg Saint-Antoine et ressortant par la rue de Reuilly, continuèrent à défiler, comme jadis à Versailles pour le grand souper du roi. Dans la cour, plusieurs fûts de bière étaient défoncés et vidés « à grandes rasades », ce qui ajoutait encore au plaisir de voir le général dîner « en grand costume, sabre au flanc, chapeau en bataille ».

Hélas ! cette gloire dura peu. Le gouvernement trouva mauvais qu'un général quittât son armée de sa propre autorité, sans permission. On ne se montrait guère tendre, alors, envers les généraux malheureux ; Santerre risquait fort de payer cher son indiscipline ;

(1) *Mémoires du général Turreau*.

(2) A. CARRO, *Santerre général de la République française*.

mais, par égard pour sa popularité, on se contenta de lui intimer l'ordre formel de rejoindre son poste sur-le-champ.

Santerre obéit, d'assez mauvaise grâce. Il était désabusé, et n'avait plus la même confiance dans ce fameux plan, qui devait si bien « réduire les rebelles en huit jours, voyage compris » ; quant à la descente sur les côtes d'Angleterre, à la tête de ses 100.000 hommes victorieux, il va sans dire qu'il n'en était plus question. Toutefois, ses déboires ne l'avaient pas éclairé sur son incapacité militaire, et si, de retour en Vendée, il s'abstint de prendre une part active à la campagne, — peut-être par crainte de la terrible cage de fer, — il ne fit point grâce de ses conseils à ses collègues. Bornant son rôle à celui de « tacticien consultant », il alla d'Orléans à Tours, de Tours à Rennes. Là, il fut rejoint par un mandat d'arrestation. C'était fatal.

Rien n'était en effet plus difficile et périlleux que la situation des généraux. La Convention les changeait fréquemment et, pour ainsi dire, au gré de ses caprices. En trois mois, on vit à l'armée de l'Ouest trois généraux en chef et deux intérimaires. La suspicion dont fit constamment preuve le gouvernement révolutionnaire avait fait placer aux armées des espions à gages qui, sous le nom de commissaires du pouvoir exécutif et de commissaires du département, exerçaient une véritable tyrannie. Ils apportaient le désordre dans l'armée « en y professant la doctrine de l'égalité absolue, que réprouve nécessairement le régime militaire ». Ils en voulaient surtout aux officiers. « Le moindre échec était toujours, selon eux, une preuve de trahison ou d'impéritie (1). »

Santerre, qui méritait en somme l'accusation d'incapacité, fut donc appréhendé et ramené à Paris, couché sur la paille d'une charrette, pieds et poings liés. Le voyage dura dix jours et ne ressembla nullement à celui que le « gros père » avait effectué, peu auparavant, en confortable chaise de poste. Son entrée dans sa capitale n'eut non plus rien de triomphal. Il faut dire, du reste, qu'au lieu de le conduire à sa *Brasserie de l'Hortensia*, on lui offrit l'hospitalité à la prison du ci-devant couvent des Carmes. Encore devait-il s'estimer bien heureux qu'on ne l'eût point mené directement à la Conciergerie, antichambre du Tribunal révolutionnaire.

La prison des Carmes avait été particulièrement éprouvée les 2 et 3 septembre 1792. On y avait massacré, ainsi qu'au séminaire de Saint-Firmin, 200 prêtres non assermentés. Depuis, on y logeait

(1) *Mémoires du général Turreau.*

toutes sortes de gens, et c'était une des maisons les moins aristocratiques de Paris.

La belle humeur de Santerre, pendant les six mois qu'il passa aux Carmes, ne se démentit pas un seul instant et, pour cette fois, son optimisme avait raison : il fut, dès le 10 thermidor, des premiers à bénéficier de la réaction et à sortir de prison.

Sitôt libre, il courut à son cher faubourg.

L'accueil y fut bien différent de ce que notre homme attendait. Personne n'eut l'air de le reconnaître, ni seulement de se souvenir du « gros père ». Et quel coup, en arrivant rue de Reuilly ! La brasserie était pillée, bouleversée, les scellés mis partout, M^{me} Santerre envolée. On se souvient que cette dame était fort acariâtre ; son départ était donc pour son mari la moindre des disgrâces ; mais n'avait-elle pas, sous prétexte de sauvegarder sa dot, fait main basse, en partant, sur tous les objets de valeur qu'elle avait pu soustraire à la confiscation ?...

C'était plus que n'en pouvait supporter Santerre. Dès le lendemain, 11 thermidor (29 juillet 1794), il donnait sa démission de général et, tout plein de l'illustre exemple de Cincinnatus, allait demander asile à son frère et à sa sœur, cultivateurs à la Tour-Morouard, en Seine-et-Marne. Hélas ! Santerre n'était décidément pas fait pour jouer les héros. Sa sœur, royaliste convaincue, n'avait point lieu d'être très fière de lui et ne s'en cachait pas ; d'aigres querelles s'élevèrent ; le nouveau Cincinnatus dut abandonner la charrue.

De retour à Paris, il tenta, pour relever ses affaires, de renouer quelques relations anciennes. La Convention agonisante voyait partout des conspirateurs ; elle s'effraya et mit l'ex-général sous la surveillance de la police. C'était lui faire beaucoup d'honneur ; il s'en montra plus désolé que flatté, et quitta définitivement l'*Hortensia*, qui lui rappelait tant de glorieux souvenirs.

Un de ses beaux-frères, Pelletier d'Auffreville, le mari d'une des demoiselles Deleinte, le prit en pitié et lui offrit la gérance d'une médiocre fabrique de papiers peints à la Bigue, près Senlis. Santerre partit ; mais l'industrie périclita bientôt, faute de capitaux, et il revint à Paris, où il se décida à vendre sa brasserie.

En janvier 1796, il s'installait au Marais, rue de Harlay, dans un immeuble attenant à l'ancien hôtel Cagliostro. Il lui restait 50.000 francs, épaves de son ancienne fortune ; deux de ses fils, Alexandre et Théodore, étaient encore à sa charge ; l'aîné, Augustin, gagnait sa vie de son côté ; quant à M^{me} Santerre, elle ha-

bitait aux environs de Paris, ne se souciant ni de son mari, ni de ses enfants.

Santerre eut la singulière et funeste idée de se raccommoder avec sa femme. Celle-ci le reçut très mal, lui déclara qu'elle avait introduit une instance en divorce, que son plus cher désir était « d'obtenir promptement le droit de quitter le nom de l'infâme Santerre », et, là-dessus, lui jeta la porte au nez.

Santerre avait un heureux caractère ; il ne se laissait guère aisément démonter. Il se mit à solliciter, pétitionna auprès des ministres et obtint, cette même année 1796, un emploi dans les services de la remonte. Comme, à défaut de talents militaires, il possédait des aptitudes commerciales, il sut tirer profit de sa situation, spécula, grâce à l'appui du munitionnaire Ouvrard, puis, avec les bénéfices réalisés, acheta des biens nationaux.

Il acquit toute la partie de l'enclos du Temple appelée la Rotonde, qu'il transforma en immeubles de rapport, pouvant contenir 200 locataires. Cela lui valut un revenu moyen de 25.000 francs et un renouveau de considération. Nombre d'amis, qui s'étaient écartés de lui pendant sa disgrâce, réapprécierent le chemin de sa demeure. Son appartement fut assiégié ; on l'appela « mon général » et... on lui emprunta de l'argent. Même un Gascon, qui se nommait Darieux et prétendait descendre de Darius, réussit à se faire héberger et disparut un beau jour en emportant une somme assez ronde.

Mais qu'était cette perte pour l'opulent Santerre, qui achetait le château d'Eve, près d'Ermenonville, avait son chapelain, son régisseur, un vieux domestique à l'ancienne mode, qui l'appelait : Monsieur de Santerre !

Avec la fortune, l'ambition de Santerre renaissait ; il recevait des généraux ; il invita Bonaparte à dîner, sans façon, « en camarade ». Bonaparte ne vint pas ; mais il se fit remplacer par Berthier, son ministre de la guerre.

Santerre fut indiscret. Sous prétexte qu'il avait connu Berthier en Vendée, il se mit à le tutoyer. Ces façons de sans-culottes n'avaient plus cours ; elles offusquèrent le ministre ; Santerre eut beau affecter d'autre part des manières plus conformes au goût du jour, affirmer « qu'il regrettait ce pauvre Louis XVI, un excellent homme, plein de qualités, et dont la mort avait été un grand malheur », il ne réussit pas à effacer l'impression fâcheuse qu'il avait produite sur son hôte.

Mais Santerre n'avait point compris sa maladresse ; il était grisé ;

il se figurait que le Premier Consul serait trop heureux de le réintégrer dans son grade, de lui donner une division à commander, et qu'il allait enfin pouvoir parader comme autrefois en uniforme chamarré.

Cela devint une idée fixe, qui devait dégénérer en folie. Il assaillit les ministres de pétitions ; les ministres les classaient sans répondre, espérant sans doute qu'il se lasseraît. C'était bien mal le connaître !

Féru de choses militaires, il ne manquait pas une revue du Champ-de-Mars.

Un jour, il se plaça sur le passage de Bonaparte ; il l'aborda, le salua.

— Que voulez-vous ? demanda Bonaparte.

— Servir.

— Faites votre demande ; je verrai.

Des demandes, il en avait fait une dizaine ; il n'hésita pas néanmoins à en rédiger une nouvelle, et le 7 août 1800, il recevait avis que sa démission était annulée !... Qu'on juge de sa joie !... Malheureusement, elle fut brève : le soir même, un second avis l'informait qu'il était admis à jouir du traitement de réforme attaché à son grade.

C'était un coup terrible pour le cerveau déjà ébranlé du bonhomme. Il chercha les motifs de cette disgrâce et ne fut pas long à les découvrir : Bonaparte, jaloux, craignait qu'il ne lui portât ombrage !... Et le voilà, en même temps, hanté par l'idée qu'on lui en veut, qu'on le poursuit. Il déménage et va se cacher dans un hôtel garni, rue de Rohan.

Le mariage de son second fils, Alexandre, cultivateur en Seine-et-Marne, vint le distraire de ses craintes ; c'était l'occasion de se commander un bel uniforme et il ne la laissa pas échapper.

Le jour de la cérémonie, une foule nombreuse se pressait dans la cathédrale de Chartres, pour voir de près « l'infâme Santerre ». Il y eut des murmures sur son passage. Santerre, toujours modeste, crut à une ovation et sa folie ambitieuse le reprit de plus belle.

Quand Napoléon récompensa ses généraux par des dotations, Santerre voulut, lui aussi, en avoir une. Il s'octroya le somptueux domaine de Torigny, ancienne propriété des princes de Monaco : 3.600 arpents de terre, au prix de 1.600.000 francs de principal et 300.000 francs de frais. Or, sa fortune s'élevait, au total, à 300.000 francs, y compris le produit de la vente du château d'Eve,

dont il avait dû se défaire faute de pouvoir l'entretenir, conservant seulement un coin de terre où il rêvait de s'élever un tombeau pareil à celui de Jean-Jacques Rousseau, son maître, prétendait-il.

Au reste, les propriétaires voisins de Torigny n'étaient guère flattés de voir « l'homme du roulement de tambour » s'installer auprès d'eux ; ils s'employèrent si bien à le lui faire comprendre, qu'il demeura tout juste vingt-quatre heures à Torigny. De toute manière, il n'y serait pas resté longtemps. Le moment venu, en effet, d'acquitter les 300.000 francs de droits d'enregistrement, Santerre était bien loin d'y pouvoir faire face. Le fisc se fâcha, fit vendre la Rotonde du Temple par autorité de justice ; Santerre se trouva, une fois de plus, complètement ruiné.

Avec les pauvres meubles qu'il put sauver du naufrage : un lit, une table, quelques chaises, Santerre alla s'installer chez son fils ainé, Augustin, rue Saint-Louis, à l'angle de la rue Saint-Claude, au Marais, dans un logement d'entresol composé d'une petite entrée et d'une chambre qu'un paravent divisa par le milieu.

Santerre ne possédait plus pour tout bien que 2.200 francs, portion insaisissable de sa pension de réforme, et les clefs de la Bastille, que les vainqueurs avaient déposées chez lui le 14 juillet 1789, et dont il refusait de se défaire, encore qu'un Anglais en offrit une bonne somme. Par contre, Santerre avait un nombre respectable de farouches créanciers, qu'Augustin se chargeait d'évincer, et ce n'était point une sinécure.

Santerre n'osait plus sortir qu'à la nuit. Un jour qu'il s'était risqué dehors pour aller dîner chez Théodore, son second fils, des recours qui le guettaient à sa porte, l'appréhendèrent à la requête d'un créancier, pour une dette de 750 francs. Le fidèle Augustin s'interposa ; à force de supplications, il finit par attendrir les gardes du commerce, qui consentirent à tenir leur prisonnier en surveillance dans un fiacre, pendant que son fils ferait des démarches auprès de leurs amis pour trouver des fonds.

D'amis les Santerre n'avaient plus guère, depuis que leur chance avait de nouveau tourné. Augustin fit, à tout hasard, un paquet de son argenterie et partit en campagne. Comme il errait par les rues de Paris, désemparé, ne sachant à quelle porte frapper, il se rappela soudain le nom d'un sien cousin, Dupuis-Santerre, bonnetier en gros, qu'il savait pitoyable. Il se hâta de l'aller trouver, lui exposa sa requête, offrit pour sûreté son argenterie. Dupuis et sa femme refusèrent le gage et remirent à leur parent la somme nécessaire.

Mais Santerre avait passé dans son fiacre des heures cruelles sur son amour-propre. Pendant la nuit, il eut une attaque d'analyse. Son esprit s'affaiblit encore ; il tomba dans la mélancolie, sans pour cela renoncer à ses glorieuses manies.

Il se figurait que les Anglais avaient acheté la cage de fer construite naguère à son intention par les Vendéens et qu'ils cherchaient à le faire enlever pour l'y enfermer et l'exhiber en Angleterre. Afin de se soustraire à leurs poursuites, il sollicitait maintenant et rêvait d'obtenir le gouvernement d'une place forte, tout simplement.

A la fin de 1807, ses créanciers lui laissant quelque répit, son état parut s'améliorer. Ses enfants lui louèrent, rue du Pont-aux-Choux, un logement de quatre pièces. Mais il refusait toujours de sortir, par crainte d'un attentat, et s'obstinait à accabler le ministre de pétitions.

Son entêtement fut encore une fois récompensé. Le 5 février 1808, une lettre du duc de Feltre, ministre de la guerre, le convoquait à son cabinet.

Santerre, revêtu de son bel uniforme, monta dans le fiacre qu'on avait amené devant sa porte. Il avait neigé toute la nuit ; le pavé était gras et glissant ; la voiture avançait lentement. Santerre s'impatientait ; il craignait de manquer l'heure de son audience. Comme le cheval s'arrêtait, au pont des Tuileries, pour souffler, il descendit, suivit à pied la rue du Bac, vers la rue de Lille. Mais ses pieds glissaient sur le sol boueux ; il chancelait ; le froid l'enveloppait, le pénétrait. A la porte du ministère, harassé, il s'écroula soudain dans la neige...

Il vécut encore un an, paralysé, perclus, privé de raison, et mourut, le 6 février 1809, chez Théodore, son plus jeune fils, 14, rue des Petites-Ecuries, où on l'avait transporté.

Le bruit de sa mort se répandit promptement dans Paris. Bien qu'il fût à peu près oublié au faubourg Saint-Antoine, les gens prudents craignaient que son enterrement ne donnât lieu à quelque mouvement, et « soit frayeuse, soit effet de cet abandon dans lequel tombent si vite ceux que le sort a frappés, aucun de ses amis n'assista à ses obsèques. Il est vrai que la plupart des lettres d'invitation n'arrivèrent, dit-on, que tardivement à leur adresse. On se donna, dans le public, le plaisir d'attribuer ce retard à la police ombrageuse de l'Empire » (1).

(1) A. CARRO, *Santerre général de la République française*.

Il est probable qu'en vérité nul ne se souciait plus du « gros père du faubourg, du beau Santerre », ni de cette fameuse bière brune qu'il avait si généreusement versée aux patriotes altérés. Sa gloire éphémère ne fut consacrée que par une épitaphe lapi-daire, qu'on négligea de graver sur sa tombe :

CI-GIT LE GÉNÉRAL SANTERRE,
QUI N'EUT DE MARS QUE LA BIÈRE (1) !

GUSTAVE HUE.

(1) La bière de mars est celle de la meilleure saison.



Le Gérant : Flavien BRENIER

Poitiers. — Société française d'Imprimerie